lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 214 — SEMAINE DU 3 AU 9 OCTOBRE 1972 — PRIX : 2 F

A HUIT, A NEUF OU A DIX, CE SERA TOUJOURS

L'Europe des capitalistes et des banquiers

courrier des lecteurs

Pourquoi ne parlez-vous pas du capitalisme dans la philatélie ? Il y est autant scandaleux.

En effet, certains pays n'hésitent pas à considérer les timbres comme une source de revenus... Ainsi un pays comme Dubai émet dans les deux cents timbres (contre la cinquantaine en France). Le Paraguay, l'U.R.S.S. (blocs et feuillets Lénine) ne restent pas en arrière.

Heureusement, la Fédération Internationale de Philatélie déclare tous ces timbres : émissions nuisibles. Ils sont interdits à l'exposition et à la vente dans toutes les manifestations philatéliques.

Mais le scandale ne s'arrête pas là : que penser de ces scandaleux souvenirs philatéliques, enveloppes premier jour, cartes maximums, feuillets de luxe, auxquels seuls les timbres qu'ils portent donnent un semblant de valeur ; que faire devant cette « presse philatélique » qui « dénonce » ces scandales tout en payant des pages de publicité pour ces mêmes émissions nuisibles.

G.R., Paris.

A la réflexion, la question qu'il faudrait se poser est l'inverse de celle que nous adresse notre lecteur : pourquoi la philatélie échapperait-elle à la loi générale qui régit la société capitaliste, la recherche du profit ? Et la presse philatélique, en étant avant tout intéressée par la recherche d'annonces publicitaires ne fait, elle aussi, que se comporter comme la presse capitaliste de n'importe quel secteur de l'activité humaine, qu'il s'agisse de celle qui s'occupe du commerce ou de l'industrie, ou de celle qui s'occupe des loisirs.

Que faire ? Mais pourquoi pas la révolution (pour laquelle il y a tout de même de bien plus importantes motivations) !

Je suis d'accord avec vous pour penser que les réformistes se garderont bien de transformer le « Front Popu » en arme de combat anti-capitaliste en impulsant la création de Comités de travailleurs, qu'ils sont, par contre, capables de lancer des Comités d'union populaire sous forme de cartels électoraux.

Mais dans ces conditions, que pouvons-nous faire ?

Votre seule réponse est : les révolutionnaires n'ont rien à faire dans les Comités d'union populaire. Nous ne pouvons attendre que Marchais et consorts deviennent par miracles révolutionnaires. Appellerons-nous les travailleurs à former des Comités d'action (Comités de grève, de quartier...) sans l'autorisation de Marchais ?

. . . . . .

J'aimerais que vous développiez vos positions à ce sujet. Vous donnez, jusqu'à présent, l'image d'un groupe de pression auprès du PCF. Nous sommes une petite organisation, me répondrez-vous sans doute. Mais la période qui vient nous oblige, si nous ne voulons pas être laminés, à apparaître autrement que comme des sectes propagandistes.

A.D., Lille.

Si nous n'avons effectivement aucune illusion sur « l'union populaire », nous n'avons jamais écrit que « les révolutionnaires n'ont rien à faire dans les comités d'union populaire », qui n'existent pas encore. Nous avons d'ailleurs défini, il y a plusieurs mois, dans un texte publié à un million d'exemplaires, et s'adressant aux militants et aux sympathisants du Parti Communiste Français, et à tous les travailleurs qui votent pour ce parti, un axe d'intervention sensiblement différent de celui que nous prête notre correspondant.

L'une des tâches des révolutionnaires, dans la période qui vient, doit être, en effet, à notre avis, de permettre aux travailleurs d'exprimer ce qu'ils attendraient réellement d'un gouvernement véritablement au service des travailleurs. Et la définition d'un tel programme implique évidemment de réunir les travailleurs pour en discuter, et éventuellement de participer à des comités, qu'ils soient baptisés « d'union populaire », ou tout autrement, où cette discussion pourrait être menée, à supposer que de tels comités voient effectivement le jour dans les mois qui viennent.

Mais c'est sans aucun doute un sujet sur lequel nous aurons l'occasion de revenir.

Belfort

UNE JUSTICE SEREINE

AINSI donc, le mercredi 13 septembre, le juge d'instruction Pineau, du Tribunal de Grande Instance de Belfort, a inculpé trois jeunes militants belfortins de « publication et diffusion de mauvaise foi par tract de fausse nouvelle de nature à troubler la paix publique ».

Au nombre de ces trois inculpés figure un jeune mineur qui, en mai dernier, avait été passé à tabac dans un commissariat de Belfort. C'est son témoignage, rendu public, qui a provoqué l'ouverture d'une enquête contre X puis les inculpations.

Mais, son témoignage, quel était-il exactement ? Nous le reproduisons ici intégralement sous la forme où il fut envoyé à la presse régionale suivi d'un communiqué signé par un grand nombre d'organisations le 31 mai 1972 :

COMMUNIQUE A LA PRESSE

« J'accuse...

Beaucoup de gens croient que la police est chargée de régler la circulation pendant les week-end ou de secourir les baigneurs sur les plages ensoleillées. Moi aussi, j'y croyais un peu.

Mais voilà ce qui m'est arrivé ce mardi 23 mai au bureau n° 7 du commissariat central de Belfort. Les policiers m'ont convoqué à 17 heures pour que je les renseigne sur mes activités durant le week-end de la Pentecôte, suite à une intervention de mon père auprès des Renseignements Généraux.

Les brutes à l'action...

A peine arrivé, un policier en civil me flanque des coups au visage pour me « mettre en condition ». On me pose des questions sur le groupe « Lutte Ouvrière », questions auxquelles je n'ai RIEN à répondre. Ensuite, on m'amène chez le procureur de la République à qui je n'ai pas plus de choses à dire. C'est là que j'ai appris que mon tortionnaire s'appelait S...

Puis on me ramène au commissariat. On me laisse tout seul dans une salle de police pendant environ trois-quarts d'heure. J'ai eu froid. On me ramène au 2e étage, bureau n° 7 ; S... me frappe à nouveau et me pose des questions. Ensuite entre un petit gros à lunettes, avec un tuyau d'arrosage. Il enlève une de mes chaussures et me frappe sur le pied avec une règle en fer. Puis il me frappe sur le dos à coups de tuyau. Ils faisaient leur sale boulot tout en continuant à m'abreuver de questions sur « L.O. ».

Ensuite, ils se sont mis à m'écraser les lèvres à coups de poing. Puis des menaces : on veut me déshabiller, me faire le « coup de la serviette » (sic), et me mettre la tête entre les barreaux « pour que je crève ».

Puis on m'a emmené aux lavabos pour que je me lave, pour que « j'efface les traces ». Ils m'ont déposé devant chez moi, où je me suis effondré. Le docteur Lefflen m'a donné des calmants et a constaté sur un certificat médical « un hématome sur la lèvre » *(?) et* « quelques *(?)* ecchymoses sur le dos et la plante des pieds ».

Il faut croire que mes lèvres n'étaient pas belles...

Si je porte ce témoignage à votre connaissance, c'est que vous êtes mon seul moyen de défense. J'ai 15 ans 1/2 et je ne peux porter plainte.

Les organisations soussignées, réunies à Belfort le mercredi 31 mai 1972, ayant pris connaissance du témoignage du jeune lycéen Frédéric Thomasié, élèvent une énergique protestation contre les brutalités policières qui auraient été commises à son encontre au commissariat central de Belfort, le 23 mai 1972.

Elles demandent qu'une enquête soit menée le plus rapidement possible et que les conclusions en soient portées à la connaissance de l'opinion publique.

Parti Socialiste - Mouvement des Jeunesses Socialistes - U.D. - C.F.D.T. - P.S.U. - SGEM Cité technique - SGEN Lycée de garçons - SNETP CGT Section CET de Belfort - Alliance des Jeunes pour le Socialisme O.C.I. - Comités de soutien lycéens - Lutte Ouvrière - Secours Rouge - - SNETAA.

« Les bons pépères » à l'œuvre en mai 1968. (Ph. UPI)

La police, comme à son habitude, a démenti cette version des faits. « Les bons pépères » **de famille (comme les appelle** L'Est Républicain), **qui travaillent au deuxième étage, bureau 7 du commissariat de Belfort, affirment n'avoir rien à se reprocher. Et le certificat médicale éloquent produit par le jeune lycéen ne les trouble nullement. Le jeune lycéen se serait lui-même blessé volontairement, affirment-ils sans rire. Dans le passé, et pour des affaires infiniment plus graves et plus dramatiques, on avait déjà vu des Stavisky et des Figon se suicider d'une balle qu'on leur avait tiré à bout portant. Comme on le voit, nos pandores sont sans complexe...**

A la suite de l'information contre X et de l'enquête ouverte par le parquet, on aurait pu raisonnablement croire que toutes les organisations qui s'étaient solidarisées avec le jeune Thomasié seraient inculpées. Eh bien, ce serait une erreur ! Fidèle sans doute à la conception de « l'opportunité de poursuivre » qui, il y a encore peu, permettait d'arrêter des lecteurs de La Cause du Peuple **sans inquiéter Sartre ou Maspero qui diffusaient le journal en signe de solidarité, le juge Pineau n'a, pour l'instant, inculpé outre le jeune Thomasié, que deux autres jeunes soupçonnés par les services de police de sympathiser avec** Lutte Ouvrière.

Mais il n'est pas dit que ni les lycéens, qui à l'époque avaient vigoureusement défendu leur camarade, ni les organisations politiques et syndicales de Belfort, laisseront passer sans réagir cette manœuvre qui, encore une fois, tend non pas à mettre en accusation les flics coupables de sévices mais à poursuivre ceux qui les dénoncent.

J. LIEVIN.

Éditorial

A HUIT, A NEUF OU A DIX, CE SERA TOUJOURS L'EUROPE DES CAPITALISTES ET DES BANQUIERS

L'EUROPE du Marché Commun a des problèmes. La Norvège vient de se détacher du peloton des prétendants. Elle a abandonné par référendum.

A l'heure où nous écrivons, le Danemark est encore hésitant, bien que les sondages donnent le OUI vainqueur.

On peut presque dire que ces avatars du Marché Commun sont dus, en dernier ressort, au sieur Pompidou qui, le premier, a lancé la mode du référendum en ce domaine.

En mal de représentativité, il a cru judicieux de choisir cette question du Marché Commun pour faire plébisciter sa petite personne et pousser un peu ses partenaires dans le dos. En jouant à fond le jeu de la participation à ce référendum-plébiscite, le Parti Communiste Français lui a permis de glaner un nombre suffisant de votants pour ne pas sombrer dans le ridicule, mais s'il s'en est sorti, c'était quand même tout juste.

Seulement, maintenant, il y a un certain nombre de pays, dont la Norvège et le Danemark, qui se sont sentis obligés d'en faire autant.

Le résultat, en Norvège, nous le connaissons. Le OUI mitigé de la France, où la population ne s'est guère passionnée pour une question dont on lui rebat les oreilles depuis vingt ans, s'est transformé en un NON ferme et massif en Norvège, pays de paysans et de pêcheurs qui, eux, se sont sentis touchés.

Il est certes difficile de dire si ce NON gêne beaucoup les dirigeants norvégiens, mais en tout cas, cela risque de gêner les dirigeants d'autres pays qui comptaient bien s'associer prochainement à la petite famille du Grand Capital européen malgré les réticences de leur population.

Nous ne savons pas quelle influence cela aura finalement sur le vote des électeurs danois. Mais, où cela risque d'avoir des suites, c'est en Angleterre.

En effet, là-bas, l'opposition, c'est-à-dire actuellement le Parti Travailliste, avait fait campagne pour l'organisation d'un référendum sur ce sujet afin d'ennuyer le parti conservateur au pouvoir.

On va voir, maintenant qu'il y a le précédent norvégien, si les travaillistes continueront à réclamer ce référendum ! M. Wilson, le leader travailliste, était en effet pour le Marché Commun lorsqu'il était au pouvoir et n'est contre que depuis qu'il est dans l'opposition. La vigueur avec laquelle il continuera à réclamer un référendum anglais (s'il continue) sera la mesure de la sincérité de sa toute nouvelle opposition au Marché Commun.

Quoi qu'il en soit, les intérêts des travailleurs de tous ces pays-là sont bien loin des mic-mac des commis voyageurs du capitalisme européen. Avec ou sans Marché Commun, cela ne changera pas grand-chose à leur sort. Les patrons et les gouvernants ont mille et un tours dans leur sac et savent trouver celui qui les arrange. Ils peuvent tourner le dos à des accords officiels par lesquels ils ne se sentent guère liés ou, inversement, trouver le moyen de traiter sous la table ce que leurs peuples les ont empêché de négocier au grand jour.

Lecanuet et Servan-Schreiber s'apprêtent à aller à la soupe

A la suite des déclarations de M. Poniatowski, secrétaire général des Républicains Indépendants, concernant les contacts qu'il a eus avec M. Lecanuet, ce dernier a fait préciser par ses porte-parole que le Centre Démocrate demeurait dans l'opposition », *écrivait* Le Monde *des 1er et 2 octobre.*

La précision était utile. Non seulement à la suite des déclarations de Poniatowski, mais aussi de celles de Lecanuet lui-même et de son compère au sein du mouvement réformateur, Servan-Schreiber. En présentant les futurs candidats du mouvement aux élections législatives, les deux leaders ont été parfaitement clairs. Leur but et leur espoir ? Que les voix des députés réformateurs (centristes rangés derrière Lecanuet et radicaux fidèles à Servan-Schreiber) soient indispensables à la majorité actuelle dans la Chambre qui sortira des prochaines élections.

Auquel cas, bien entendu contre quelques portefeuilles ministériels, ils sont tout prêts à venir renforcer cette majorité UDR et Républicains Indépendants.

L'étonnant n'est pas que la soi-disant opposition centriste soit toute prête à rallier l'UDR pour accéder avec elle à la mangeoire gouvernementale. Rien ne sépare au fond ces opposants des partis majoritaires que l'accès à cette mangeoire.

Mais d'habitude l'opposition, surtout à la veille d'élections, fait davantage mine d'insister sur ses différences plutôt que ses similitudes avec la majorité, même quand son seul but est de partager le pouvoir avec elle.

Aujourd'hui, Lecanuet estime que la petite comédie habituelle n'est pas utile.

Et cette attitude est fondée sur un calcul bien simple. Les voix supplémentaires que lui et ses amis entendent ramasser sont celles d'électeurs de droite traditionnels, de ceux qui ont voté UDR lors des élections de 1968. Ces électeurs, pensent-ils, sont écœurés de l'UDR à cause des scandales ou simplement lassés d'elle, mais ne songent certainement pas à apporter leur suffrage à l'opposition de gauche. Alors il faut leur présenter une alternative qui permette de remplacer les hommes dont ils ne veulent plus mais garantisse qu'il n'y aura pas de bouleversement politique, chose que cet électorat traditionnel de droite craint par-dessus tout.

Cette alternative, c'est Lecanuet, opposant depuis de longues années, mais tout prêt à voler au secours de Pompidou et de l'UDR pour empêcher la coalition socialo-communiste de venir au pouvoir.

Et Servan-Schreiber direz-vous ? Eh bien, Servan-Schreiber espère bien, lui aussi, profiter de l'aubaine. Et dans l'espoir de parvenir bientôt dans les allées du pouvoir, notre bouillant Jean-Jacques accepte de n'être que le modeste second de Lecanuet incontestablement mieux placé que lui pour l'opération de séduction de l'électorat UDR.

Sa caution est tout de même utile pour attirer les éventuels électeurs radicaux ou même socialistes qu'effraierait l'alliance avec le PCF. On pense à tout chez les centristes.

Et puis, si la gauche parvenait en nombre plus grand qu'on ne l'attend au Parlement, ne serait-il pas utile pour débaucher députés radicaux et socialistes éventuellement nécessaires pour consolider une majorité branlante ? Le directeur de l'Express *n'est-il pas le trait d'union tout trouvé entre la droite et cette gauche non communiste ? On ne sait jamais.*

Ces gens-là des réformateurs ? En tout cas pas des mœurs du vieux parlementarisme bourgeois.

Jacques MORAND.

Réformateurs invitant leurs amis à passer à table. (Ph. U.P.I.)

sommaire

EN FRANCE

● Leur nouvelle société

Page 4
— Les mesures paysannes de Messmer.
— L'opération « Parkings gratuits » : un aveu d'incompétence.

Page 5
— Les fraudes de l'UDR à l'île de la Réunion.
— Un **Point** pour la majorité.
— Haro sur l'Aranda.

Page 20
— La grève dans l'enseignement technique.
— La fin de la grève dans les foyers de jeunes travailleurs.

● Dans les entreprises

Page 12
— Echos des entreprises.

Page 13
— La grande misère des hôpitaux de Clermont.
— Au CHU de Nantes : personnel et malades font les frais de la pagaille.

Page 14
— Chez Norton (La Courneuve) : la direction frappe... Les responsables CGT dansent.
— Quand la CFT se fait chrétienne.
— Les résultats de la grève à Baroclem.

Page 15
— SNIAS (Bourges) : la CGT signe un accord de collaboration de classes.
— A la ZUP de Chenôve (Dijon) : les locataires contre l'augmentation des charges.
— PTT-Dijon : les escrocs.

Page 16
— Citroën : on déménage.
— La CFT a trouvé son théoricien.

Page 9
— La Conférence Nationale Ouvrière.
— Sans reconnaissance du droit de tendance, la démocratie syndicale est un leurre.

DANS LE MONDE

VIETNAM
Page 7
— Rumeurs de paix.

ETATS-UNIS
Page 7
— L'assemblée du FMI.

AMERIQUE LATINE
Pages 10-11
— Il y a cinq ans, « Che » Guevara était abattu.

lutte ouvrière

Responsable de la publication :
Michel RODINSON

Composition :
L.I.T.O.
Département Presse Offset
4, rue du Boulol

Impression : Roto technic Offset
Aubervilliers

Adressez toute correspondance à
LUTTE OUVRIERE
B.P. 152-06
75 263
PARIS CEDEX 06

TARIF DES ABONNEMENTS

Ordinaires

	6 MOIS	1 AN
France	30 F	50 F
Etranger	40 F	65 F
Etranger avion	60 F	120 F

Sous pli fermé

France	70 F	130 F
Etranger	80 F	150 F
Etranger avion	de 200 F à 340 F suivant pays	de 390 F à 650 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON
PARIS-6851-10

LES MESURES PAYSANNES DE MESSMER

DEMAIN on rasera gratis. Telle semble être désormais, à quelques mois des élections, la devise adoptée par le gouvernement Messmer. Celui-ci, décidément, se soucie beaucoup ces temps-ci des différentes catégories d'électeurs ; vendredi dernier, ce sont les paysans qui ont eu droit à cette sollicitude intéressée.

Les dirigeants du syndicat agricole FNSEA et ceux des Chambres d'agriculture, dont les entrevues avec le Premier ministre sont en général rapidement expédiées, ont eu cette fois droit à tous les égards puisque Messmer leur a consacré sa journée et a mangé avec eux. On a même appris à l'occasion qu'il s'intéressait particulièrement aux problèmes des agriculteurs. C'est tout juste s'il en dort la nuit.

Enfin, à la sortie de cette entrevue, un train de mesures « en faveur » des agriculteurs a été annoncé. A dire vrai, il s'agit de mesures à l'étude depuis souvent fort longtemps, que le gouvernement a décidé d'annoncer en même temps, afin de tenter de ménager un effet spectaculaire. Les dirigeants paysans ont tout aussitôt annoncé leur satisfaction, à commencer par Michel Debatisse, président de la FNSEA, qui a même ajouté : « Il n'est pas besoin d'employer les méthodes du CID-UNATI pour parvenir à des résultats ».

Que les dirigeants de ces organisations paysannes, particulièrement liés au pouvoir et représentant essentiellement les intérêts de la grosse exploitation agricole, se déclarent satisfaits, n'a rien d'étonnant. Quant aux paysans eux-mêmes, il est moins sûr qu'ils se laissent gagner par cet enthousiasme, et voient dans les quelques mesures gouvernementales, « un tournant de la politique agricole », **ainsi que les a qualifiées Michel Debatisse.**

En effet, les mesures gouvernementales concernent essentiellement une augmentation de 100 millions des crédits accordés pour l'aide à la modernisation des exploitations, ce qui ne fait jamais que 5 % des 2 milliards déjà prévus, ainsi qu'une augmentation des aides et crédits à la production, en particulier dans le secteur de la viande. Il paraît qu'ainsi le problème de la viande va être résolu. La presse a rappelé opportunément que dans des circonstances analogues, à la veille des élections de 1967, le gouvernement avait déclaré avec éclat, après la présentation d'une loi sur l'élevage, que le problème de la viande était définitivement résolu. En matière de « définitif », il faut croire que les gouvernements ne connaissent que les six mois qui les séparent des élections.

En fait, demain comme hier, les petits paysans qui cherchent à vivre de leur travail resteront, malgré les quelques miettes qu'on leur jette, les laissés pour compte de la politique gouvernementale. Les SAFER (Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural), créées en 1960, et qui devaient les protéger contre le mouvement de concentration des terres, ont vu leurs crédits augmenter. Mais elles n'ont, de toute façon, joué en douze ans qu'un rôle d'alibi : la concentration des terres s'est faite dans les mains des riches exploitants et d'eux seuls, et les autres n'ont eu droit qu'à l'exode. Quant aux producteurs de lait, ils n'ont eu droit qu'à la promesse de la création d'une commission administrative « destinée à étudier les problèmes de prix ». **Les largesses gouvernementales et les gros sous du FORMA (Fonds d'Orientation et de Régularisation des Marchés Agricoles) continueront d'aller essentiellement dans les poches des gros céréaliers du Bassin Parisien.**

Comme l'avouent crûment les journaux, MM. Messmer et Chirac avaient donné pour consigne de sortir des piles où ils dormaient tous les dossiers en instance d'examen susceptibles de donner lieu à une décision positive. Mais ce travail d'archiviste ne suffit pas à « opérer un tournant de la politique agricole » **et à changer le sort des petits agriculteurs dont la loi du profit rend la vie difficile et qu'elle empêche de vivre de leur travail.**

André FRYS.

Les dirigeants agricoles sont satisfaits : mais les agriculteurs ? (Ph. A.F.P.)

L'opération « Parkings gratuits » :

Un aveu d'incompétence...

LES parkings situés à la périphérie de la capitale et en banlieue doivent être gratuits cette semaine. C'est la dernière trouvaille des autorités qui ont la charge des problèmes de circulation dans le district parisien. Selon ces messieurs, s'il y a tant de voitures dans les rues, s'il y a tant d'embouteillages, c'est parce que ces parkings, dits de «dissuasion», ne sont pas assez connus, et, de fait, ils sont très peu remplis ; d'où le raisonnement qui consiste à dire : si l'on fait de la publicité pour ces parkings, les banlieusards y laisseront leur voiture, prendront les transports en commun et cela fera d'autant moins d'encombrements dans les rues de la capitale.

En faisant ce type de campagne axée sur l'utilisation à plein des parkings de dissuasion situés autour de Paris et près des gares de banlieue, les responsables du District parisien font d'abord un aveu d'incompétence. C'est l'aveu que, pour pouvoir emprunter les transports en commun — le métro ou le train — dans bien des cas, il faut d'abord se servir de la voiture pour atteindre la gare ou la porte de Paris, c'est-à-dire l'aveu que le réseau de transports en commun de la région parisienne n'est pas assez dense pour que chacun puisse trouver, presque à sa porte, de quoi se déplacer dans toute l'agglomération. Il n'y a pas assez de gares, de trains, de lignes qui vont dans tous les sens. Au lieu d'inaugurer une ligne de R.E.R. tous les ans, c'est par tronçon de la même ligne que le gouvernement procède, et encore pas tous les ans, depuis le temps que les travaux sont commencés. Et, en plus, l'urbanisation se fait en priorité le long des routes et des autoroutes...

Et puis, en plus de cet aveu d'incurie, on se paie notre tête.

Car les transports en commun étant ce qu'ils sont, on comprend très bien l'automobiliste qui préfère utiliser sa voiture. Au moins, là, il est au chaud, il y dispose d'un minimum d'espace vital et, à tout prendre, il ne met pas forcément beaucoup plus de temps qu'avec des transports en commun aux horaires souvent variables, où l'on perd un temps fou à faire la queue, où l'on est plus entassé que du bétail, recevant et donnant des coups de pied et des coups de coude pour se faire un peu de place. Il n'a pas eu besoin de stationner sous la pluie et dans le froid pendant un quart d'heure à un arrêt de bus de banlieue ou sur le quai glacé d'une gare avant de se jeter dans l'étuve des wagons bondés des trains de banlieue ou du métro. Et tout cela pour un prix qui, au bout du mois, pour une famille de banlieusards, représente souvent un deuxième loyer.

On peut augurer sans peine que l'initiative de M. Doublet, préfet de région, n'aura guère de succès, même si les parkings se remplissent un peu plus pendant une semaine. Et c'est bien parce que le gouvernement a le monopole de l'information que ce type d'initiative ne soulève pas la colère des usagers et ne lui retombe pas sur la figure.

Pourtant les solutions au problème des transports en commun de la région parisienne existent, elles sont connues. Il faut multiplier les lignes de trains, de bus, les gares, les abris, multiplier les lignes de R.E.R., radiales et circulaires, permettant aussi facilement de pénétrer au cœur de la capitale que d'aller d'une banlieue à une autre. Il faut multiplier les rames modernes, se débarrasser du vieux matériel bruyant et inconfortable. Il faut réduire le prix des transports en commun et faire supporter par les employeurs le coût du trajet domicile-travail et retour.

Si le gouvernement veut s'attaquer réellement au problème crucial des transports en commun de la région parisienne, c'est à la réalisation de ce programme qu'il faut qu'il s'attelle. Tout le reste n'est que poudre aux yeux.

Tous les gadgets qu'il propose régulièrement ne sont là que pour tenter de masquer son incurie, pour tenter de masquer le fait que l'argent des impôts qu'il prélève sur notre dos ne sert pas à la satisfaction de l'intérêt public, mais s'en va un peu partout... ailleurs !

Claude CHARVET.

Au guichet des gares, une attente qui paraît interminable. (Ph. U.P.I.)

LES FRAUDES DE L'UDR A LA REUNION

AU cours d'une conférence de presse qu'il a tenue la semaine dernière à Paris, Paul Vergès, secrétaire général du Parti Communiste Réunionnais, a dénoncé la corruption, les scandales de toutes sortes et le climat de violence que font régner l'UDR et ses hommes de main dans une des dernières possessions coloniales de l'impérialisme français.

Tout d'abord, Vergès a rappelé que la révélation des scandales locaux et de la fraude électorale n'était pas chose nouvelle et qu'ils étaient dénoncés depuis des années par l'opposition réunonnaise... sans aucun résultat d'ailleurs. Les inculpations prononcées à l'encontre d'un certain nombre de personnages douteux, liés au pouvoir et à l'administration coloniale, restent, la plupart du temps, sans suite.

Et cette administration coloniale a même été jusqu'à décréter qu'un certain nombre d'articles du code électoral, ceux qui punissent les fraudes et les pressions de toutes sortes, ne sont pas applicables à la Réunion. Le bourrage des urnes, la présence de groupes armés de l'UDR dans les bureaux de vote, l'expulsion des assesseurs appartenant à l'opposition sont ainsi monnaie courante au moment des scrutins.

Mais il y a mieux. Depuis les dernières élections municipales, l'opposition en général, et le Parti Communiste Réunionnais en particulier, ont conquis un certain nombre de municipalités. L'examen des listes électorales de ces municipalités a fait apparaître que les équipes municipales précédentes, proches de l'UDR, avaient systématiquement truqué ces listes. Ainsi, on a fait voter des morts, des nervis de l'UDR qui avaient perdu leurs droits civiques, des personnes qui n'existaient pas mais que l'on rajoutait pour les besoins de la cause. Vergès a même cité le cas d'un gendarme qui était inscrit dans trois bureaux de vote différents de la même circonscription et avait donc ainsi trois voix.

Au total, près de 10 % du nombre des électeurs réunionnais inscrits seraient des personnes fictives qui, surtout au deuxième tour, manifestent un sens civique unanime pour aller renforcer les candidats de la majorité en difficulté.

Quant au gouvernement français, il est parfaitement au courant de cet état de fait et le couvre de son autorité. Car, avec un tel pourcentage de fraude, la Réunion est considérée comme une île introuvable pour personnalités de la majorité en mal de réélection.

C'est ce qu'a fait Debré, en 1962, après la veste électorale qu'il avait reçue à Amboise. Et sa réélection fut d'autant plus aisée que, outre la fraude, son adversaire, membre du P.C. réunionnais, avait été retenu pendant plus d'un mois en France par mesure administrative.

Enfin pour conclure, Vergès — après avoir mis au défi l'UDR et l'administration coloniale d'accepter que les listes électorales réunionnaises soient, comme celles de métropole, contrôlées par l'INSEE — a annoncé que l'opposition réunionnaise serait en mesure de publier les résultats « officiels » des législatives avant même que le scrutin soit commencé puisque déjà tout est préparé d'avance.

Belle preuve de la pourriture du régime colonial !

J.C.

Charbonnel, ministre de la Délation industrielle :

HARO SUR L'ARANDA !

LA floraison des scandales politiques de ces derniers mois dans lesquels se trouve plus ou moins compromis l'un des « respectables » membres de la majorité, commence à inquiéter grandement celle-ci.

Récemment, répondant à la demande d'une centaine de responsables départementaux de l'UDR qui réclamaient qu'on se débarrasse des fonctionnaires hostiles au régime pour les remplacer par des hommes sûrs, afin de se protéger d'autres Aranda, M. Charbonnel, ministre du Développement industriel et scientifique, a répondu :

« Nous devons veiller à ce que les fonctionnaires ne mélangent pas l'administration et la politique. » « Vous devez, vous, militants gaullistes, signaler tous les manquements, les signaler à votre député de la majorité et, par son intermédiaire, au gouvernement. C'est là où le contrôle du peuple, qui s'exerce par vous, doit se manifester. Souvent, les hiérarchies couvrent certains agissements. Si un instituteur ou un professeur profite de l'autorité morale qu'il a sur des enfants pour leur enseigner le maoïsme ou les doctrines de M. Rocard, nous devons être informés et agir pour empêcher que ce genre de chose ne se passe. »

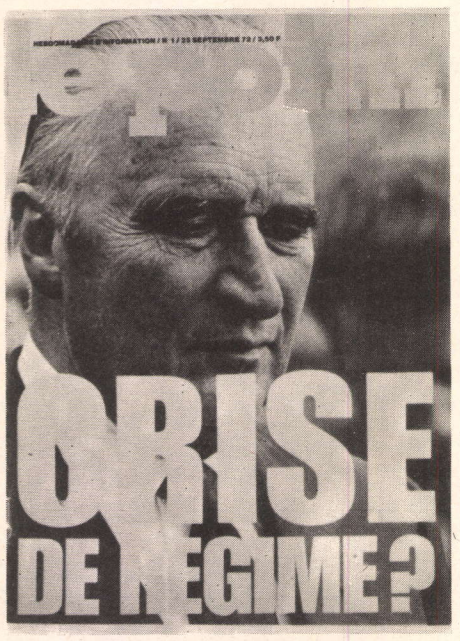
Il faut un certain culot pour, à propos des révélations d'Aranda qui déballe au grand jour le linge sale des politiciens de la majorité, en appeler à dénoncer l'instituteur ou le professeur maoïste qui, dans sa classe, tenterait d'influencer ses élèves ! Comme si ces messieurs se gênaient jusqu'ici pour faire déplacer les professeurs dans ce cas. Comme si, par ailleurs, cela avait un rapport quelconque avec l'affaire Aranda. Mais Charbonnel, et avec lui les élus de l'UDR, savent bien que là n'est pas le problème ; il s'agit pour tous ces profiteurs du régime, qui eux confondent constamment le monde de la politique et celui des bonnes affaires, de se préserver des indiscrétions des fonctionnaires. Il s'agit pour eux de continuer à faire de confortables bénéfices dans des affaires peu reluisantes à l'abri des regards indiscrets, sans que l'opinion publique puisse juger de leur honnêteté et de leur moralité politique.

Aussi, le discours de Charbonnel peut-il être interprété comme un appel à se défendre mutuellement dans les rangs de ce joli monde qui veut rester à l'abri des indiscrétions d'un fonctionnaire. On fait planer la menace sur la tête de tous ces fonctionnaires pour qu'ils se taisent.

Les syndicats, quant à eux, s'indignent de ces menaces et feignent de les prendre au pied de la lettre. Selon eux, il s'agirait d'un véritable appel à la délation. Si quelque chose doit soulever leur indignation vertueuse, ce sont davantage les dessous de la politique éclairés par ces différents scandales et non les déclarations d'un quelconque ministre de la majorité. Il aurait été préférable qu'ils mettent autant de véhémence à dévoiler ces scandales ! Car, ne l'oublions pas, les révélations ne nous viennent pas des syndicats mais sont le fait d'un Aranda ou le résultat des fuites dans un ministère. C'est cela aussi le rôle d'un syndicat de fonctionnaire, quand il n'est pas complice.

P.L

La hantise de l'UDR : des Aranda par milliers. (Ph. A.F.P.)



Le Point **vient-il l'aider ?**

Un "Point" pour la majorité !

HACHETTE vient de lancer à grands renforts de publicité un nouvel hebdomadaire, Le Point, *se présentant comme un concurrent direct de* l'Express.

Le fond politique serait le même que celui de France-Soir, *édité par le même trust (Hachette) : un soutien à la politique de l'actuelle majorité, nuancé de quelques critiques attentionnées et formulé avec toutes les formes requises pour la conquête d'un public de cadres, de professions libérales, de petits chefs d'entreprises, que sait mettre une équipe rédactionnelle, orfèvre en la matière puisque formée, pour l'essentiel, d'anciens rédacteurs de* l'Express. *(Il faut dire que d'après Servan-Schreiber, Hachette, prévoyant, miserait sur les deux tableaux et soutiendrait aussi Mitterrand.)*

Un hebdomadaire de ce type, tirant à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, est une arme considérable dans les mains de ceux qui le possèdent. Mais le lancement par Hachette qui dispose déjà dans son arsenal de Lecture pour Tous, Entreprise, Réalité, *etc., pour influencer l'opinion de ce nouvel hebdomadaire n'a pas que des mobiles politiques.*

En fait, pour les capitalistes qui les financent, les hebdomadaires bourgeois à grand tirage tels l'Express *ou* Paris-Match *sont ce qu'en terme de métier ils appellent des « supports » publicitaires.*

Cela signifie qu'avec ces journaux les groupes financiers ne distillent pas seulement une certaine propagande mais vendent aussi de l'espace. De l'espace imprimé où toutes les firmes industrielles et commerciales peuvent vanter leurs marchandises et faire connaître leur nom. Et de tels espaces imprimés peuvent se vendre bien plus cher au mètre carré que les plus luxueux des appartements du 16e arrondissement.

Nous ne savons pas si Le Point *réussira à se faire une place au soleil. Le battage ne suffit pas à conquérir la clientèle importante sans laquelle les annonceurs se font rares, et la parution de l'hebdomadaire est compromise.*

Mais, quoi qu'il en soit de l'avenir du Point *en tant que support publicitaire, son impact politique se veut bien actuel. Ce n'est pas par hasard qu'Hachette, qui a beaucoup bénéficié des faveurs de l'UDR, a choisi la période des législatives pour le lancer. Hachette prend certes le risque de perdre quelques millions de francs, encore qu'il ne doit pas manquer de politiciens de l'actuelle majorité prêts à participer financièrement à l'opération. Mais si* Le Point, *en orientant les voix d'une partie de l'électorat, permet le maintien de l'actuelle majorité, pour tous ceux qui auraient financé* Le Point *la mise serait d'un gros rapport !*

J. LAFFONT

Contre la répression coloniale aux Antilles...

Pour l'acquittement de Courbain...

Tous mardi 10 octobre, à 18 h 30

à la Gare de l'Est

en bref... en bref... en bref...

Bourrage de crâne à propos d'un suicide

Il n'en faut pas beaucoup parfois à une certaine presse pour relancer la campagne contre la jeunesse contestatrice. Cette fois, c'est un triste fait divers qui lui en a donné l'occasion. Mercredi 27 septembre, un directeur d'école de Nice se suicidait par le gaz. Auparavant il avait été, selon ses déclarations, rossé, à son domicile, par trois jeunes gens qu'il ne connaissait pas.

Il s'agirait, du moins c'est ce que la presse a prétendu, d'individus qui lui reprochaient une déclaration que le directeur avait fait peu de temps auparavant dans un journal local. Déclaration bien anodine d'ailleurs, où cet enseignant affirmait son opposition aux châtiments corporels dans les écoles tout en précisant que dans certaines circonstances une bonne taloche ne pouvait pas faire de mal.

M. Auque, le directeur, aurait laissé sur sa table avant de mourir ces quelques mots : « Moralement je ne peux le supporter. Pourquoi ont-ils fait cela ? Je suis dégoûté de la vie ». **Il va sans dire que le geste des trois agresseurs est d'une imbécilité et d'une brutalité révoltante... et que le directeur d'école en question devait avoir les nerfs quelque peu malades pour en arriver à cette extrémité.**

Mais, il n'en n'a pas fallu plus pour déclencher une campagne de presse. Pour l'Aurore, **les trois « contestataires » sont des assassins, ce qui paraît pour le moins outré. D'abord parce que c'est la presse seule qui a établi un rapport entre les déclarations du directeur, l'agression et les idées contestataires, ensuite parce qu'entre des coups de matraques et un assassinat il y a tout de même une différence.** L'Aurore **rappelle que cinq enseignants au moins se sont donnés la mort en France cette année,** « les choses de la vie quotidienne ayant détruit l'idée qu'ils se faisaient de leur mission ». **Le** Parisien Libéré **va plus loin, en affirmant, à la « une » que** « c'est le dixième enseignant qui se suicide en 10 mois ! », **et que le malheureux directeur a été attaqué par trois élèves, ce qui reste à démontrer.**

France-Soir, **qui a consacré le plus gros titre de sa première page à ce sujet, parle également d'assassinat, en précisant bien, toutefois, que les agresseurs de M. Auque ne lui ont donné aucune explication.**

La conclusion, c'est l'Aurore **qui la tire de la façon la plus significative :** « Il est toujours facile d'accuser la société mais, dans le cas présent, on est forcé de voir une nouvelle manifestation d'un mal soudain du demi-siècle, qui n'est pas sans rapport avec la crise générale d'autorité qui secoue le monde. » **Et le journaliste d'achever son article par ces mots :** « La mort de M. Auque est peut-être un signal d'alarme : la réforme de l'enseignement ne doit pas tenir compte que du seul intérêt des élèves. »

Qu'est-ce à dire ? Les rédacteurs de la grande presse, dite d'information, ont-ils l'intention de se pencher enfin sérieusement sur les conditions de travail des enseignants et la dégradation de l'enseignement, sur le manque d'écoles et de professeurs, sur les classes surchargées qui entraînent certainement plus de dépressions nerveuses chez les enseignants que l'action des contestataires ?

Au moment même du fait divers de Nice, une grève d'ampleur inégalée se déroulait dans l'enseignement technique, entraînant plus de 40 000 enseignants. Mais pour les quotidiens cités, il s'agissait là d'un événement mineur, que France-Soir **a rejeté en page 12,** l'Aurore **en bas de page 9, et qui mérite quelques lignes du** Parisien libéré **en page 5.**

Allons ! en dépit de quelques hypocrites déclarations de belles intentions, ce n'est pas encore aujourd'hui que la grande presse se penchera sur les vrais problèmes. L'exploitation « du sang à la une » et l'entretien des préjugés anti-gauchistes et anti-jeunes lui suffisent bien.

Juges et assassins

Ali Benyanes et son cousin Hassine Benyanes, tous deux ouvriers agricoles, ont été condamnés par les Assises des Alpes-Maritimes le 29 septembre, respectivement à la peine de mort et à la réclusion perpétuelle.

Ils étaient accusés d'avoir tué une enfant de sept ans, blessé sa mère, madame Catena Marra, qui mit au monde prématurément l'enfant qu'elle attendait, et de s'être emparé des économies de la famille : trois cents francs.

Le tribunal ne leur a pas accordé de circonstances atténuantes. Le fait que ces deux ouvriers agricoles, d'origine tunisienne, étaient employés par leurs victimes à 2,50 F de l'heure et logés dans la porcherie, n'a influé en rien sur les peines infligées.

La société, par sa barbarie, produit des assassins. Mais elle sait distinguer entre les « bons » et les « méchants ». Ceux dont la tête doit tomber, et ceux qui doivent bénéficier des circonstances atténuantes, tels les représentants de l'ordre bourgeois qui ont la gachette ou la matraque trop facile.

Le « gendarme bon enfant » : un mort... un an avec sursis

Un an de prison avec sursis : le gendarme Pierre Poirier a eu plus de peur que de mal. Quant à ses victimes, Bernard César et Catherine Beldame, l'un tué, l'autre grièvement blessée, dans la nuit du 29 au 30 novembre 1970, personne n'en parle plus.

Car, cette nuit-là, la patrouille de gendarmerie qui circulait dans le canton d'Anet (Eure-et-Loir), pour y protéger les propriétaires de résidences secondaires contre d'éventuels cambrioleurs, avait perdu son sang-froid en arrêtant une camionnette « suspecte », qui pourtant n'était que celle de deux visiteurs du gardien d'une de ces propriétés. Les gendarmes ont-ils ou non fait les sommations d'usage, comme ils le déclarent ? Parole de gendarme est toujours prise pour argent comptant au tribunal... En tout cas, le gendarme Poirier ne voyant personne bouger dans la voiture, personne sortir sur ses injonctions, prit peur et préféra tirer dans le noir, blessant la passagère, tuant le conducteur...

Il s'agit d'un acte irréfléchi, a-t-on dit, accompli par quelqu'un qui avait perdu son sang-froid, comme l'a plaidé l'avocat au procès. Certes, mais combien d'actes irréfléchis de ce genre ont-ils été commis par des policiers ces derniers temps ? Combien surtout coûte cet acte irréfléchi à son auteur ? Rien, ou bien peu de chose.

Nous n'irons pas réclamer la mort du gendarme. Mais combien d'autres, qui n'ont pas eu le privilège de porter l'uniforme et d'être armés pour la défense de la bourgeoisie, ont dû payer autrement plus cher un moment d'affolement ou d'exaspération ? Combien, pour bien moins, ont croupi des mois en prison, en attendant un procès qui les condamnait à coup sûr ? Combien pour qui on n'a pas été vérifier que leur passé était aussi « irréprochable » que celui de Poirier ?

Le gendarme Poirier, lui, a été plus heureux. En attendant le procès, il était toujours gendarme, muté ailleurs certes, mais toujours avec l'uniforme ...et l'arme. Une arme que le procureur lui-même avait demandé qu'on lui retire !

Car, selon les termes de l'expertise psychiatrique, Poirier n'est pas apte mentalement à en porter une. Mais combien le sont qui en portent pour protéger l'ordre que Poirier était censé protéger ? Il n'y a pas, il n'y aura pas de miracles : à part quelques exceptions, toujours là pour confirmer la règle, quel genre d'hommes peut-il se trouver dans les rangs de la police ? D'une police qui est assurée d'être, sinon tout à fait au-dessus des lois, du moins protégée au maximum contre les rigueurs de celles-ci ? Et tant que la police existera, il y aura des policiers à la gachette facile.

Vers un gouvernement palestinien ?

Le président Sadate a invité les Palestiniens à constituer un gouvernement en exil.

Cet intérêt est rien moins que désintéressé. Les Palestiniens sont une épine dans le pied de tous ceux qui veulent un règlement au Moyen-Orient.

Ils ont tout perdu. Chassés de leurs terres, spoliés des droits les plus élémentaires, parqués dans des camps, massacrés par les troupes de Hussein, ils ont contre eux une Sainte-Alliance où les ennemis déclarés côtoient les faux-amis ; du gouvernement israélien aux gouvernements arabes.

Un règlement ne pourrait que les laisser de côté : il n'y a rien pour eux aux tables de conférences.

Durant des années, les Etats arabes ont spéculé sur la situation du peuple palestinien, faisant d'Israël le bouc-émissaire de tous les maux de leurs populations. En réalité, le peuple palestinien leur était bien indifférent. Pire même, il représentait pour eux une menace, parce que susceptible de donner naissance à un Etat supra-national unifiant les masses arabes.

Aujourd'hui, alors que c'est le II[e] anniversaire du massacre de septembre 1970, la proposition de Sadate recouvre son désir de parvenir à un accord autour du tapis vert. Un tel accord signifierait que cesse la surenchère des organisations nationalistes ; que le linceul de papier provenant des tables de conférences, ne soit pas dénoncé par les premiers concernés. D'où la nécessité de trouver, du côté palestinien, un signataire représentatif. C'est cela qui motive Sadate dans son appel à la création d'un gouvernement palestinien, respectable, qui « représenterait » les Palestiniens et signerait en leur nom au bas d'un torchon de papier. Il se donne ainsi l'air de tenir compte des intérêts, des espoirs du peuple palestinien. Tout en les enterrant.

Les organisations palestiniennes ont cautionné les gouvernements arabes ; elles portent une lourde responsabilité dans la situation actuelle.

Elles répondront peut-être à l'appel de Sadate. Mais ce qui est sûr, c'est que le peuple palestinien n'aura rien à attendre d'un tel gouvernement.

Séguy, la CFDT et le programme commun

Le Monde **du 28 septembre publiait une interview de Georges Séguy, secrétaire général de la CGT, portant en particulier sur les rapports actuels entre la CGT et la CFDT.**

On sait en effet que, récemment, la CFDT a refusé de s'associer officiellement au programme commun de la gauche. A ce sujet Séguy a déclaré : « cette attitude met la CFDT, même si ses dirigeants le contestent, dans une position délicate ; elle semble en effet se ranger du côté des gauchistes et du PSU, ouvertement hostiles à l'unité de la gauche ».

Contrairement à ce qu'il déclare ici, Séguy sait très bien que le refus actuel de la C.F.D.T. n'a rien à voir avec celui des gauchistes — et que, d'ici les élections, il peut y avoir des revirements dans l'attitude de la CFDT.

En attendant, Séguy tente de refuser de faire sa cour à la CFDT pour l'amener à revenir sur son refus. Il ne veut pas faire le jeu d'Edmond Maire et paraître attacher trop d'importance à cette centrale. Il retarde le moment où il devra jouer le rôle du « quémandeur » vis-à-vis de la CFDT pour l'amener à accepter le programme commun.

Cette mauvaise humeur entre les centrales syndicales ne les empêche pas de se rencontrer, comme si rien ne les séparait, afin de discuter d'un programme d'action revendicatif. Ce programme se limitera à quelques grèves et à quelques journées d'action par-ci par-là. D'autre part, tout le monde va se retrouver pour participer aux commissions de travail bidon proposées par Edgar Faure sur différents problèmes revendicatifs.

Cela permettra toujours aux dirigeants syndicaux de lanterner en commun accord les travailleurs jusqu'à la campagne électorale.

Meeting

LUTTE OUVRIÈRE

La rentrée sociale et politique
et l'intervention des révolutionnaires

LE 13 OCTOBRE 1972

à 20 h 30, GRANDE SALLE DE LA MUTUALITE
24, rue Saint-Victor, PARIS-5[e]

Participation aux frais : 2 F

A l'assemblée du Fonds Monétaire International

Les uns proposent, les Etats-Unis disposent

APRES quelques ultimes déclamations sur la nécessité de réformer de fond en comble un système monétaire international qui, selon l'expression même de Nixon, « amène presque chaque année une nouvelle invitation à une crise monétaire », l'assemblée du Fond Monétaire International vient de s'achever.

Sans résultat aucun. Non seulement parce que les puissances capitalistes sont encore loin d'avoir élaboré un nouvel échafaudage monétaire susceptible de remplacer l'ancien avec un minimum de chance de tenir quelque temps, mais encore parce que chaque participant savait parfaitement que la décision ultime appartient aux Etats-Unis, et que ceux-ci attendent les élections présidentielles pour abattre toutes leurs cartes.

Aussi, les travaux de l'assemblée consistaient pour l'essentiel à débiter et à écouter beaucoup de phrases, en générales aussi creuses que ronflantes.

Néanmoins, l'attitude tant des représentants des USA que de ceux des autres puissances, à la fois sœurs en malheurs monétaires des premiers et leurs concurrents dominés, était significative de ce que seront les futures négociations monétaires et du rapport des forces en présence dans ces négociations.

Les Etats-Unis ont réaffirmé leurs exigences sous une forme qui n'a guère changé. Le vœu de hâter le rafistolage du système monétaire en décrépitude afin de garantir le déroulement à peu près correct des transactions commerciales indispensables pour l'économie de toutes les puissances capitalistes, qui est à la base de ces exigences, est évidemment partagé par tous les compères des Américains. Encore faut-il, aux yeux de ces derniers, que le rafistolage soit conforme également aux intérêts propres des Etats-Unis. Or, de ce point de vue, les exigences américaines expriment deux préoccupations, l'une monétaire et l'autre commerciale, de surcroît largement contradictoires.

Sur le plan monétaire, les USA tiennent à maintenir, voire à renforcer, le rôle-clé du dollar dans le système monétaire international ; son rôle de principale monnaie de paiement et de réserve.

De ce rôle du dollar, les alliés et néanmoins rivaux des Etats-Unis ont eu le temps de s'en faire une raison. Là où porte leur contestation sporadique, c'est que les USA profitent pleinement de leur privilège de pouvoir émettre une monnaie nationale qui soit en même temps internationale, pour ne plus se soucier de leurs dépenses extérieures, assurés qu'ils sont de pouvoir le payer avec des billets de leur fabrication. C'est ainsi que la balance des paiements des Etats-Unis est en déficit depuis des années, déficit persistant qui aurait acculé depuis longtemps tout autre à la faillite.

Avant le 15 août 1971, le système avait au moins un garde-fou théorique : la convertibilité du dollar en or. Les pays créanciers détenant une surabondance de dollars, avaient en principe le droit de réclamer l'échange de leurs billets contre de l'or.

Si le stock d'or des Etats-Unis baissait de trop, ces derniers étaient donc théoriquement contraints de mettre de l'ordre dans leurs finances et de rétablir leur balance de paiements.

Ce beau mécanisme qui devait contraindre les USA à une certaine discipline monétaire a, de toute façon, été de tout temps plus théorique que réel. Chaque Etat savait trop bien que risquer d'acculer les USA à la faillite en demandant une conversion massive des dollars en or était dangereux pour l'ensemble de l'économie mondiale, aussi les demandes de conversion constituaient de toute façon l'exception. Mais le 15 août, le stock d'or américain baissant de trop le gouvernement US suspendit officiellement cette convertibilité du dollar en or.

Ce qui, en termes clairs et brutaux était l'annonce que les Etats-Unis refusaient désormais le principe, même théorique, d'être obligés de payer leurs dettes.

Cette décision, qui se voulait provisoire, dure toujours. Qui plus est, les Etats-Unis veulent que l'état de fait soit officialisé. C'est ce qu'ils ont répété à l'assemblée du FMI.

Autrement dit, pour ce qui est du passé, il n'est pas question de rembourser en or, ou même en toute autre devise, les milliards de dollars accumulés hors des frontières américaines, correspondant au déficit cumulé des balances de paiements depuis des années. Même si les USA acceptent de revenir à certaines formes de convertibilité du dollar, comme l'affirmait le représentant américain au FMI, cette convertibilité ne pourrait en aucun cas concerner les dettes américaines déjà existantes.

De surcroît, les USA non seulement ne veulent prendre aucun engagement de se soucier davantage de leur déficit, mais réclament que celui-ci soit accepté et pour ainsi dire officialisé par les autres. Dans une belle envolée de poésie monétaire, Nixon réclama par avance comme une sorte de quitus moral, en déclarant en substance qu'être en déficit n'est pas plus condamnable que l'inverse, qu'il y a de bons débiteurs comme de mauvais

Giscard d'Estaing peut bien discuter, dans le monde capitaliste, les Etats-Unis ont le toujours le dernier mot. (Ph. U.P.I.)

créanciers — sous-entendu qu'il se range dans la première catégorie, et range dans la seconde toutes les puissances à l'égard desquelles les USA sont en déficit.

Et c'est là où les préoccupations monétaires des Etats-Unis touchent leurs préoccupations commerciales. On sait que si la surévaluation actuelle du dollar par rapport à d'autres monnaies ne gêne pas outre mesure les USA sur le plan monétaire, elle les gêne en revanche sur le plan commercial, en rendant les rivales de l'industrie américaine plus concurrentielles sur le marché mondial.

D'où l'exigence des Etats-Unis que le nouveau système prévoie des mesures contre les « mauvais créanciers », ceux qui, du fait d'une sous-évaluation de leur monnaie par rapport au dollar, se permettent de concurrencer les industriels américains, non seulement sur les marchés extérieurs mais encore sur le marché intérieur américain lui-même.

En clair, les USA réclament le droit pour les pays déficitaires — le leur en premier lieu — d'utiliser des mesures sélectives (surtaxes commerciales, etc.) pour compenser les avantages que peut procurer à certains de leurs concurrents la situation de leur monnaie. Ce droit, les Etats-Unis l'ont de toute façon pris le 15 août 1971. En fait, là encore, il s'agit simplement d'officialiser ce que les USA ont fait.

On se souvent du tollé général soulevé par les puissances capitalistes, la France en particulier, lorsque les Etats-Unis avaient pris la décision de rendre le dollar inconvertible en même temps que de frapper de surtaxe les importations vers les USA. Eh bien, aujourd'hui, alors qu'il est question d'officialiser ces mêmes mesures à l'époque présentées comme provisoires, ou du moins ce qui leur ressemble beaucoup, le tollé a cédé la place à une très grande compréhension.

Même la France, Don Quichotte du combat pour un système monétaire débarrassé de l'emprise du dollar, s'est finalement alignée ou peu s'en faut.

Là encore, il fallait bien que toutes les puissances capitalistes se fassent une raison : s'il serait pour le moins contestable de dire, comme voudraient les USA, que tout ce qui est bon pour l'impérialisme américain est bon pour les pays capitalistes de second ordre, ce qui est certain, c'est que ce qui est mauvais pour les premiers peut devenir catastrophique pour les seconds.

Alors tous, y compris ceux qui ont quelques prétentions publiques à l'indépendance, la France en tête, abandonnent les pointes anti-américaines pour des discours électoraux, pour s'aligner, bon gré mal gré, mais sagement, derrière la principale puissance impérialiste du monde.

Georges KALDY

Vietnam : rumeurs de paix

A la suite des derniers entretiens secrets Kissinger - Le Duc Tho, la rumeur circulait d'un règlement très prochain du conflit vietnamien, et une radio new-yorkaise annonçait qu'un accord avait été conclu, cette information étant démentie par la Maison-Blanche.

En fait, sur le terrain, il n'y a rien de nouveau qui puisse précipiter le règlement : les USA sont incapables de vaincre, mais on le sait depuis des années, et l'offensive du Têt, en 1968, en avait été la démonstration la plus éclatante ; d'autre part, ils réussissent à maintenir Thieu en selle, et l'appui de leur énorme machine de guerre suffit à empêcher l'armée sud-vietnamienne de s'effondrer. C'est donc uniquement sur le plan du développement des négociations que la situation évolue actuellement.

Dans ces négociations, la politique intérieure du futur régime sud-vietnamien n'entre pas en ligne de compte, car les USA s'en soucient peu : on n'est pas en Amérique Latine où toute réforme agraire, toute nationalisation, etc., touche directement les intérêts économiques américains. Ce qui importe pour les USA, c'est la politique extérieure du futur régime et, sur ce plan, le FNL est prêt à donner toutes les garanties. D'autre part, un règlement du conflit n'est concevable pour les USA que dans le cadre d'un règlement général de la situation en Asie, et là les négociations avec la Chine lèvent l'hypothèque.

Nixon parle de paix, mais ses avions continuent de semer la mort. (Ph. U.P.I.)

Donc, un accord au Vietnam devenu possible, les négociations portent essentiellement sur la transition d'un gouvernement à l'autre. Les Etats-Unis ne veulent pas avoir l'air de capituler et l'organisation d'élections leur permettrait de retirer leur épingle du jeu, de ne pas avoir à remettre le pouvoir au FNL. Mais le FNL ne peut pas accepter des élections sous le contrôle de l'actuelle administration et de l'armée sud-vietnamiennes : il leur faut obtenir la mise en place d'un gouvernement provisoire où ils aient sinon une place prédominante, du moins un contrôle efficace à tous les niveaux.

Est-on sur le point d'aboutir à un accord ? Le démenti donné par Mme Binh qui déclarait à la conférence de Paris : « On se demande comment on pourrait arriver à un tel résultat alors que les bombardements d'extermination américains se poursuivent avec acharnement », *ne fait que rappeler que, jusqu'au dernier moment, les USA ne diminueront pas leur pression militaire et leurs massacres, car ils pèsent lourd dans la balance des négociations. Mais cela ne nous dit pas où en sont les négociations, car il est bien possible que les rumeurs actuelles ne soient qu'une manœuvre électorale de Nixon pour neutraliser l'opinion américaine sur ce terrain.*

O. BELIN.

revue de la presse d'extrême-gauche

Les gauchistes et les mouvements nationalistes

prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

FRONT ROUGE

journal de combat marxiste-léniniste

Front Rouge, **dans son numéro du 28 septembre, commente la proposition du GRP vietnamien de créer un « gouvernement de réconciliation nationale » au Sud-Vietnam. Le journal maoïste rappelle les objectifs du GRP, tel que ce dernier les définit lui-même, qui visent à** « construire un Vietnam indépendant ». **A juste titre, ils affirment qu'il n'y a pas lieu de s'indigner de l'initiative du GRP qui s'inscrit parfaitement dans la ligne de son programme. Et les maoïstes eux-mêmes se chargent, après les dirigeants du GRP, de détruire les légendes qu'une grande partie de l'extrême-gauche s'efforce de bâtir sur les prétendus objectifs socialistes de la lutte du FNL.**

LE GRP EST-IL UN GOUVERNEMENT COMMUNISTE QUI VEUT IMPOSER LE COMMUNISME ?

Le gouvernement de coalition est inscrit depuis longtemps dans le programme du FNL puis du GRP. C'est que leur objectif n'est autre que chasser l'impérialisme US et de construire un Vietnam indépendant. Pour vouloir un tel Vietnam, il n'est pas besoin d'être communiste. Différentes classes de la société vietnamienne, des gens d'opinions différentes peuvent s'unir et lutter sur ce même objectif. Le FNL est un front uni de différentes classes et n'est pas constitué seulement des communistes et le GRP représente un front encore plus vaste.

Le GRP s'était constitué pour lutter contre l'agression américaine. Si les Américains acceptent de cesser cette agression, le GRP pourra céder la place à un autre gouvernement de coalition, le gouvernement à trois composantes, dont l'objectif est d'organiser des élections libres : sa composition sera encore plus large.

Des communistes, il y en a bien sûr dans le FNL et le GRP. Comme tous les communistes, leur programme à long terme, c'est de construire le communisme dans leur pays. Mais ils ont aussi été les premiers à se soulever contre l'agression US et se sont retrouvés aux premières lignes de combat. C'est même grâce à la ligne politique qu'ils ont développé que le peuple vietnamien remporte aujourd'hui de telles victoires. Et aujourd'hui ces mêmes communistes ne prétendent pas imposer un gouvernement communiste : ils sont les premiers à lutter pour le gouvernement à trois composantes, la forme que prend le pouvoir populaire dans l'étape actuelle.

rouge

hebdomadaire de la ligue communiste

Rouge **publie dans son numéro du 23 septembre 1972 une résolution du Bureau politique de la Ligue Communiste qui constitue une « autocritique » des positions prises par la Ligue Communiste dans ses numéros précédents, à propos de la fusillade de Munich. Après avoir rappelé les responsabilités de la bourgeoisie internationale dans le « drame de Munich », la résolution poursuit :**

Face à cet ensemble de responsabilités, l'action de Septembre Noir doit être soutenue inconditionnellement comme un acte de guerre d'un peuple chassé de sa terre, opprimé, parqué, et massacré. C'est un acte de légitime violence d'un peuple à qui la réaction internationale, la trahison des bourgeoisies arabes n'ont laissé ni le choix du terrain, ni celui des armes. La preuve que l'indignation manifestée après Munich n'est pas de pure morale, c'est que les plus indignés d'alors manifestent moins d'entrain pour dénoncer aujourd'hui les bombardements par l'armée sioniste de populations civiles frontalières au Liban et en Syrie, les représailles indifférenciées exercées au nom de la notion de « responsabilité collective » déjà utilisée comme alibi par l'armée française en Algérie.

Quelles que soient donc les idées ou les illusions des militants de Septembre Noir, la résistance palestinienne est le produit des pillages et des manœuvres impérialistes dans le monde arabe. Il s'agit là d'un phénomène objectif. Septembre Noir en est partie prenante à part entière. Et à ce titre son combat est juste. Et ce n'est pas à ceux qui sont à des degrés divers responsables du sort que connaît le peuple palestinien, de s'ériger en juges.

Il s'agit donc d'abord de choisir son camp. A l'intérieur du camp révolutionnaire, une fois fermement établie la ligne du soutien et de la défense inconditionnels contre la réaction et la répression, la discussion est ouverte sur les meilleurs moyens de mener une lutte efficace.

C'est donc dans le camp de la révolution que nous critiquons, du point de vue de l'efficacité révolutionnaire l'action de Septembre Noir. Ses commandos ont réussi à attirer sur le sort du peuple palestinien l'attention de l'opinion internationale portée à s'en désintéresser. Ils ont considérablement enrayé les marchandages en cours entre les bourgeoisies arabes et l'Etat sioniste, parainés par l'impérialisme US et la bureaucratie stalinienne. De ce point de vue même, il ne s'agit en rien d'actes de folie.

Mais nous doutons que Munich soit un nouveau Karameh. Après la faillite des bourgeoisies arabes sanctionnée par la guerre des Six jours en 1967, la résistance palestinienne armée avait affirmé à Karameh son rôle propre, s'émancipant de la tutelle des Etats arabes. Mais après le massacre de septembre 1970, il est clair que la résistance palestinienne devra, pour aller de l'avant, résoudre deux questions fondamentales :

a) elle devra lier son sort à celui de la révolution socialiste arabe en tournant ses armes contre les bourgeoisies arabes traîtresses et complices du sionisme et de l'impérialisme ;

b) elle devra briser le bloc du sionisme, faire la preuve du caractère de classe non raciste de son combat, en tendant une main internationaliste aux premiers détachements d'avant-garde qui en Israël même luttent contre l'Etat sioniste d'un point de vue de classe.

Ce sont là les éléments déterminants d'un combat qui peuvent donner un éclairage tout autre aux actions armées de la résistance palestinienne.

A la lumière de ces points, nous nous devons de faire une autocritique publique pour le caractère ambigu du communiqué que nous avons publié à l'occasion des événements de Munich et avant leur dénouement. Dans ce communiqué, nous avons mélangé les positions de soutien à la lutte du peuple palestinien et les réserves quant à l'efficacité de certaines actions d'un point de vue stratégique. Or, face au déchaînement de la réaction internationale, il était plus que jamais nécessaire de réaffirmer fondamentalement, à chaud, la ligne de démarcation entre ceux qui se situent à l'intérieur du camp révolutionnaire et leurs ennemis de classe. Quitte à poursuivre ultérieurement le débat sur la stratégie révolutionnaire le plus efficace à mettre en œuvre.

Le PSU et l'AMR face aux élections

tribune PSU socialiste

Le PSU s'interroge, dans l'éditorial de Tribune Socialiste **du 27 septembre, sur le sens à donner à son intervention dans la campagne électorale pour les législatives de 1973.**

Faute de mieux, de nombreux travailleurs investiront leur volonté de changement, leur espérance de victoire dans cette « union de la gauche » dont les promesses sont pourtant bien confuses et contradictoires, dès que l'on quitte la satisfaction de revendications immédiates. Le PSU est conscient que dans l'état actuel des choses, l'accord PC-PS peut être un facteur de mobilisation sur des bases de classe et il a clairement manifesté par la voix de sa DPN qu'il se situerait clairement en mars 1973, dans le camp anticapitaliste. Mais il est tout aussi conscient qu'il ne faut pas remettre au lendemain la définition des axes essentiels de la société à construire pour permettre la libération des travailleurs et leur assurer le pouvoir.

Le maître-mot étant, pour le PSU, l'autogestion, l'article se poursuit :

En réfléchissant sur les conditions de l'autogestion, on s'aperçoit vite qu'on redécouvre les valeurs marchandes, de la prise en charge collective du cadre de vie, des moyens de formation et de culture, etc. Mais on les aborde avec une contrainte : celle du pouvoir des travailleurs. On fait sauter le carcan de l'Etat, on laisse place à l'imagination, au possible.

Alors on peut retrouver la réalité, présente et future, du pouvoir d'Etat ; on peut comprendre le sens d'une planification ; on peut entamer une révolution culturelle à l'échelle de notre pays. C'est à cette tâche que le parti va devoir faire face. Lourde tâche, mais elle est urgente (et nous n'avons que trop tardé) si nous voulons faire en sorte que le mouvement des travailleurs — quelles que soient les conditions dans lesquelles il sera déclenché — trouve son accomplissement politique. Nous ne pouvons nous reposer sur la spontanéité des masses ou les compromis d'appareils : militants politiques, nous devons prendre nos responsabilités.

Au premier tour des élections de mars 1973, les candidats du PSU ou soutenus par le PSU seront les plus nombreux possibles pour manifester les exigences politiques du combat révolutionnaire. Il est important qu'ils restent encore assez nombreux au second tour pour accroître leurs possibilités d'action. Ce n'est pas seulement l'avenir du PSU qui se jouera alors, c'est la chance de voir les forces révolutionnaires l'emporter un jour sur ceux qui rentrent aujourd'hui les épaules et se dépêchant de compter leurs sous dans la crainte des futures tempêtes.

l'internationale

Le journal de l'A.M.R. considère les accords entre Lutte Ouvrière, la Ligue Communiste et l'O.C.I. pour ne pas s'affronter dans les mêmes circonscriptions lors des prochaines élections législatives comme un « pacte sectaire ».

Le « pacte de non-agression » que l'AJS la Ligue Communiste et Lutte Ouvrière viennent de signer, selon lequel ces organisations ne présenteront qu'un candidat par circonscription, avec seulement un sous-titre commun, n'est pas un moindre mal, faute d'une Unité « impossible » que nos révolutionnaires, « réalistes », pleurent avec des larmes de crocodile. C'est un pacte sectaire.

Car en effet puisque l'unité ne pouvait se réaliser que dans le cadre de ce type de pacte, pourquoi ne pas l'avoir étendue au PSU ? En quoi les divergences stratégiques et programmatiques entre la Ligue Communiste et le PSU sont-elles plus importantes qu'avec les Lambertistes ? Faudrait-il croire vraiment que l'unification d'organisations se réclamant du trotskysme — car c'est ainsi que l'accord apparaîtra faussement aux yeux des travailleurs — mais en fait restant chacune sur leur position figée et sectaire représente l'avenir du mouvement révolutionnaire ? En réalité, il ne s'agit ni plus ni moins que d'un accord typiquement électoral, c'est-à-dire sans lendemains, qui pour le prix de cinq minutes de télévision enjambe allègrement le problème essentiel de l'élaboration du programme révolutionnaire de notre époque. Il s'agit de l'affirmation d'une politique à courte vue et à la vue courte qui renouvelle les illusions de la candidature Krivine aux présidentielles, qui en refusant de privilégier toutes les formes les plus larges d'unité recule devant la confrontation politique pour se réfugier — déjà — sur le terrain des « appareils ».

Car cette unité, elle est non seulement nécessaire mais elle est possible. Elle est possible si elle s'engage sur le terrain réel de la lutte de classe et quitte celui des affrontements groupusculaires, si, pour répondre concrètement à une situation concrète, elle est à la fois l'instrument et le résultat de l'élaboration du programme des révolutionnaires qui dépasse les expériences limitées et partielles de chacun.

LUTTE OUVRIERE

CONFÉRENCE NATIONALE OUVRIÈRE

LA Conférence Nationale Ouvrière, organisée par le PSU, Lutte Ouvrière et l'Alliance Marxiste Révolutionnaire, aura lieu les 28 et 29 octobre prochains à la Maison du Peuple de la ville de Clichy.

Cette Conférence réunira trois cent cinquante militants ouvriers, venant principalement des entreprises de production, pour débattre des expériences de lutte auxquelles ils ont été confrontés depuis mai 1968 et tenter d'en tirer, pour l'avenir, tous les enseignements.

Les participants à la Conférence Nationale Ouvrière se répartiront en cinq commissions de travail qui auront pour thèmes :

1) Analyse des composantes de la classe ouvrière, des contradictions internes qui la traversent (relations entre différentes catégories de salariés, relations travailleurs français-travailleurs immigrés, Girosteel, Penarroya, Joint Français, Renault-Le Mans).

2) Formes actuelles de l'organisation et de l'exploitation du travail (restructuration, reconversions et leurs conséquences, sous-traitance, mensualisation, contrats à temps intérimaire, répression).

3) Conduite des luttes : leur unification et leur élargissement (revendications, mots d'ordre, liaison interne-externe, comités de grève, comités de soutien, relation avec les organisations paysannes).

4) Lutte politique, lutte syndicale. Bases politiques de l'intervention des révolutionnaires (rôle de la presse politique d'entreprise, démocratie ouvrière, pour ou contre le droit de tendance et (ou) de fraction dans les organisations syndicales ?).

5) Les perspectives socialistes dans les luttes ouvrières actuelles et l'intervention des révolutionnaires : comités de grève, problème du pouvoir ouvrier, du contrôle ouvrier, de l'autogestion.

Lutte Ouvrière publiera un certain nombre de textes de discussions préparatoires à cette Conférence. C'est le premier d'entre eux, consacré au droit de tendance et de fraction, que nous reproduisons ici.

Sans reconnaissance du droit de tendance, la démocratie syndicale est un leurre

LORS de son Congrès de Dijon, le PSU affirmait, dans une des thèses adoptées à cette occasion, son opposition à la formation au sein des syndicats de tendances et de fractions liées à des organisations politiques.

Quelques temps plus tard, en octobre 1969, lors d'un échange d'articles entre *L.O.* et *Tribune Socialiste* sur ce sujet (échange qui avait provoqué les foudres de Séguy), *Tribune Socialiste* écrivait :

« ... nous ne sommes pas du tout sûrs qu'il s'agisse là du meilleur moyen (la formation de fractions) *pour promouvoir la démocratie syndicale et défendre une stratégie révolutionnaire — nous sommes même certains du contraire. Une liaison étroite et permanente entre les courants ou tendances qui peuvent et doivent s'exprimer dans les syndicats sur les problèmes syndicaux (y compris leurs implications politiques) et d'autre part les organisations politiques, s'est toujours révélée négative dans le passé... ».* (*T.S.* n° 427, 30 octobre 1969)

Au niveau des militants du PSU opposés aux fractions, les arguments avancés sont assez divers. Certains camarades sont carrément opposés au fait de revendiquer le « droit de tendance », en arguant que le syndicat ne doit pas devenir le champ clos des rivalités de partis ; d'autres le rejettent à l'étape actuelle en expliquant, par exemple, qu'aujourd'hui, à la CFDT, le problème n'est pas de revendiquer un droit formel mais d'impulser, à tous les niveaux, l'initiative des militants afin de faire triompher à terme une orientation révolutionnaire.

La première de ces deux conceptions revient à exiger des syndiqués qui appartiennent à des organisations politiques de laisser leurs idées au vestiaire dès qu'ils franchissent les portes du syndicat.

Cautionner le PCF ?

Appliquer à la CGT cette position devient comique et équivaut, en fait, à refuser de combattre la politique de la fraction PCF qui la dirige.

Car chacun sait qu'il existe au moins une fraction au sein de la CGT, celle à laquelle appartient précisément le secrétaire général ainsi que la quasi-totalité de la direction, du haut en bas de l'échelle, et que cette fraction est constituée par l'appareil du Parti Communiste Français qui monopolise ainsi à son profit toute la vie syndicale... au nom de l'interdiction du droit de fraction.

Bien sûr, ce n'est pas au nom des intérêts de leur boutique, mais au nom de l'unité, de la cohésion, et de l'efficacité, que les dirigeants cégétistes combattent le droit de fraction. Mais c'est là un raisonnement fallacieux.

La démocratie ouvrière ne signifie pas un affaiblissement du syndicat, bien au contraire. La démocratie ouvrière impose au contraire de la discipline dans l'action, car la minorité doit exécuter dans l'action les décisions de la majorité. Mais cela ne veut pas dire, bien entendu, que la majorité a le droit d'étouffer la voix de la minorité. Pour que la minorité se sente tenue de se plier aux décisions de la majorité, il faut que ces décisions aient été prises librement, après que tous les points de vue aient pu s'exprimer sans aucune entrave morale ni matérielle.

Pour que la démocratie ouvrière possède son véritable contenu, il faut que les minorités puissent exprimer leur avis, puissent *s'organiser pour l'élaborer et pour le défendre* devant l'ensemble des travailleurs, syndiqués ou non syndiqués, car des ouvriers en désaccord avec l'orientation de la majorité peuvent très bien rester en dehors de l'organisation syndicale tant qu'une politique différente de ce qu'ils pensent y est appliquée, mais pourraient aussi très bien la rallier s'ils y voyaient une orientation qui leur convient, défendue par une minorité.

Refuser de critiquer Maire

Quant à la seconde position adoptée à l'encontre du droit de tendance, elle ne vaut guère mieux que la première.

Si, formellement, la démocratie est plus grande à la CFDT qu'à la CGT, cela tient essentiellement au fait que l'appareil CFDT est infiniment plus faible et moins discipliné que celui de la CGT. Mais, dès qu'il se sent en position de force, cet appareil n'hésite pas un seul instant à écarter des militants révolutionnaires des responsabilités syndicales. Et, que dans un passé récent, cette mise à l'écart ait été consécutive du rapprochement effectué entre la CFDT et le nouveau Parti Socialiste n'est pas une simple coïncidence.

Mais, à chaque fois, qui a décidé ces mises à l'écart, que ce soit à Peugeot (Sochaux), à la SNECMA (Corbeil) pour des camarades de L.O. ou à Sedan et en Normandie pour des camarades de la Ligue Communiste ? Des assemblées de syndiqués ? Non pas. Des petits comités de bureaucrates qui, dans les faits, constituaient ainsi des fractions pour lutter contre les militants révolutionnaires au nom... de la lutte contre les fractions.

Et, dans toutes ces affaires, le refus des camarades du PSU de s'organiser pour continuer la lutte politique à l'intérieur du syndicat les a finalement conduit, dans le meilleur des cas, à se tenir, impuissants, sur la touche, dans le pire, à participer à la chasse aux révolutionnaires.

Car il ne faut pas se leurrer. La position adoptée par le PSU sur cette question reflète sans aucun doute le refus d'un certain nombre de militants du PSU, responsables syndicaux à tous les niveaux, de se donner les moyens de lutter dans les faits contre l'orientation réformiste de la Confédération. Car le refus de revendiquer le « droit formel » de construire des fractions ou des tendances n'aboutit à terme qu'à s'aligner complètement sur l'appareil et à se nier en tant que militant révolutionnaire d'entreprise.

Un droit démocratique élémentaire

Dans un pays où les quatre cinquièmes de la classe ouvrière, pour le moins, ne sont pas syndiqués, où trois grandes confédérations syndicales, sans compter une multitude d'autres organisations de moindre ampleur, se disputent les suffrages et la sympathie des travailleurs, il est pour le moins paradoxal de proclamer que le refus des fractions, c'est-à-dire le monolithisme, est un gage d'unité.

La réunification de toutes les forces de la classe ouvrière de ce pays au sein d'une même centrale syndicale, qui reste une nécessité, ne pourra se faire que sur la base de la démocratie ouvrière. Or, les fractions sont précisément la garantie de cette démocratie ouvrière et, partant, de l'unité syndicale.

En condamnant les fractions, on interdit aux autres le droit de s'exprimer, on bafoue la démocratie, on divise les forces du mouvement syndical.

Que pour des révolutionnaires la revendication du droit de fraction dans le mouvement syndical soit, non seulement une chose absolument normale, mais plus encore une position de principe, n'est d'ailleurs pas une opinion qui nous soit personnelle. Bien au contraire, on pourrait démontrer, textes à l'appui, que l'Internationale Communiste d'avant la mort de Lénine ne voyait pas le problème autrement. Et plus près de nous, nous nous contenterons d'invoquer une autorité célèbre, un autre dirigeant de la CGT, son actuel président, Benoît Frachon, qui écrivait (mais il est vrai que c'était à une époque où le Parti Communiste Français menait une toute autre politique, et où, de surcroît, il était minoritaire dans la classe ouvrière par rapport à la social-démocratie) :

« Constituer et animer les fractions ! »

« Le Parti ne peut réaliser sa politique dans les organisations de masses que par le fonctionnement des fractions.

Ce n'est, en effet, que par une action méthodique, étudiée collectivement et appliquée avec discipline, que les communistes d'une organisation qui groupe et influence des couches de prolétaires non conquises à la politique communiste, peuvent faire triompher leur point de vue, en convainquant les masses de sa justesse.

Personne ne nie maintenant l'utilité des fractions. »

(Benoît Frachon, Introduction à la brochure *Les communistes et les syndicats* éditée en 1932 par le Bureau d'Edition.)

Nous ne revendiquons évidemment pas le droit de fraction seulement pour nous-mêmes. Nous le revendiquons pour tout le monde, et nous pensons que c'est un mot d'ordre sur lequel tous les « gauchistes » devraient s'unir, parce qu'il fait partie intégrante du combat pour la démocratie ouvrière.

Or, par-delà les divergences tactiques et stratégiques qui peuvent nous séparer les uns et les autres, le combat pour la démocratie ouvrière ne peut pas ne pas nous trouver tous unanimes parce que, sans démocratie ouvrière, la renaissance du mouvement ouvrier et socialiste à laquelle nous aspirons tous ne serait qu'une phrase vide de sens.

LUTTE OUVRIERE

(Ph. U.P.I.)

Il y a 5 ans

Che G

LE 8 octobre 1967, une compagnie de rangers prend position dans la vallée du Churo et encercle la ravine. Au fond de la vallée et sur les premières pentes, dix-huit hommes sont traqués. C'est ce qui reste du maquis bolivien après onze mois d'épreuves, d'espérances, d'isolement et surtout d'échec. Parmi ces hommes se trouve le guérillero Ramon, célèbre dans le monde entier sous le nom du Che Guevara. Depuis le 11 septembre, sa tête est mise à prix : le gouvernement bolivien a offert 50.000 pesos à qui aidera à capturer le « Che » vivant ou mort. « Les paysans se transforment en délateurs », **note-t-il amèrement sur son carnet ; ces paysans pour lesquels il combattait et pour lesquels il**

Pendant ces repoussé les for riat, qui lui para pour prôner la g tré que méfianc majorité des pay leurs sur les ind troupes bolivien matin du 8 octo est blessé à la j La bataille dure plupart des surv passer la gorge

Révolutionnaire... mais pas socialiste !

AVEC la mort de Guevara a disparu un des combattants les plus marquants de ces masses latino-américaines qui, à travers des souffrances, des tâtonnements, cherchent désespérément une voie pour sortir de l'oppression séculaire. De ces masses qui, du Rio Grande à la Terre de Feu, vivent et crèvent dans la misère et l'exploitation pour que, dans leurs propres pays et au-delà de leurs frontières, des richesses colossales s'édifient et fleurissent. De ces masses dont la colère endiguée par des régimes pourris jusqu'à la moëlle, mais appuyés par des polices, des armées compétentes dans la répression, commence à briser les barrières, tout au moins la première d'entre elles : l'esprit de soumission et de passivité.

Che Guevara, comme d'autres, des Castro, des Camillo Torès, symbolisa à sa manière cet éveil populaire, la représenta, lui donna un certain contenu et lui permit de se concrétiser par des actes.

Parce qu'en compagnie de Castro, il a conquis le pouvoir à Cuba à la tête d'une armée de paysans en révolte, parce qu'il tenta la même chose en Bolivie, cette fois sans succès, la comparaison avec un Zapata ou un Villa surgit dans l'esprit. Mais Guevara était à la fois plus que ces deux chefs des paysans insurgés du Mexique, et aussi bien moins.

Il n'était pas paysan, et son combat n'était pas la révolte du péon acculé à la lutte par sa propre misère et cherchant à se libérer avec les siens. Il était un intellectuel originaire d'une famille aisée. Il a fait un choix. Le choix de se mettre du côté des opprimés, certes, mais aussi de s'y mettre d'une certaine façon, avec une certaine idéologie. Homme d'action, il était aussi un théoricien et en tant que tel, il ne s'est pas seulement fixé comme tâche de concrétiser, par des actes, les aspirations populaires, mais aussi de les orienter. Originaire de la petite-bourgeoisie, il a apporté dans son combat une idéologie qui porte l'empreinte de sa classe. Les principes qui ont guidé son action, sont ceux de la petite-bourgeoisie libérale, même si, combattant qu'il était, il a forgé de ces principes un instrument de combat radical.

Même si les aléas politiques du régime cubain ont fait qu'un beau jour, il se proclama marxiste, il n'a jamais été socialiste, il n'a jamais combattu au nom du prolétariat révolutionnaire. Ne fut-ce que parce qu'il était profondément hostile à l'organisation de la classe ouvrière en tant que classe, parce que c'est au nom du peuple — cette fiction qui cache toujours la domination de la bourgeoisie — qu'il entendait lutter pour l'émancipation nationale, pour la réforme agraire, pour l'abolition de l'injustice féodale, Guevara n'a jamais été un révolutionnaire au sens socialiste du terme, mais représentait au contraire une voie qui exclue le socialisme. La classe ouvrière, qui, dès qu'elle apparaissait, combattait en tant que telle, avec ses méthodes propres et aussi avec ses perspectives propres, lui inspirait la plus profonde des méfiances.

Il est aisé de trouver dans ses écrits politiques, comme dans ses actes pratiques, tant comme chef de guérilleros, que comme dirigeant d'Etat, des manifestations de cette méfiance, voire de franche hostilité. Même si, conversion tardive et formelle au marxisme exige, il a parfois lancé quelques coups de chapeau polis au prolétariat. Mais, plus peut-être que bien de ses écrits politiques, sont significatives ces quelques lignes qu'il adressa du fond de la campagne bolivienne, à quatre mois seulement de son assassinat et de la disparition de sa guérilla, aux mineurs en grève dans les mines de Catavi et Siglo. Alors que les mercenaires du président Barientos venaient d'attaquer les grévistes, faisant des dizaines de morts, alors que les mineurs résistaient pendant deux jours avec un héroïsme et une conscience de classe dont les mineurs boliviens ont donné, auparavant comme depuis, de multiples preuves, le groupe de Guevara envoie le message suivant aux mineurs de Bolivie :

« Camarades. Une fois de plus le sang prolétarien est versé dans nos mines. On ne doit pas s'obstiner dans des tactiques erronées ; héroïques, oui, mais stériles. Camarade mineur, n'écoute plus les faux apôtres de la lutte des masses qui l'interprètent comme une avance en rangs serrés et de front vers les armes de l'oppresseur. Tirons les leçons de la réalité. Contre les mitrailleuses, d'héroïques poitrines ou des barricades aussi bien construites qu'elles soient, ne valent rien. La lutte des masses dans les pays sous-développés à forte prédominance rurale et au territoire étendu, doit être réalisée par une petite avant-garde mobile : la guérilla... Nous t'attendons. »

Le prolétaire qui intéresse Guevara n'est pas celui qui s'organise, se mobilise, combat avec sa classe, c'est celui qui quitte sa classe pour rejoindre ou constituer une armée structurée hors du contrôle de toute classe populaire en liaison avec la seule paysannerie, se battant sur la base d'un programme bourgeois radical.

Il cherche ses troupes dans cette fraction de la paysannerie qui « propriétaire orgueilleux de son lopin » *est* « intensément individualiste ».

« Les soldats qui constituèrent notre première armée de guérilla de paysans » — *raconte-t-il en se référant à Cuba* — « venaient de la portion de cette classe sociale qui montre presque agressivement son désir de possession de la terre, qui exprime le mieux l'esprit catalogué comme petit-bourgeois ; le paysan se bat par-

Ernesto Che Guevara

ERNESTO GUEVARA est né en juin 1928 à Rosario, la deuxième ville d'Argentine. Sa famille, très aisée, fait partie de la bonne société. C'est ainsi qu'il fait ses études dans l'un des meilleurs collèges de Cordoba. Il fréquente un milieu de privilégiés où il apparaît surtout comme un anti-conformiste. Il a 17 ans quand Peron arrive au pouvoir en 1945. Sa famille, politiquement libérale, de gauche (elle est liée avec des républicains espagnols en exil), est activement anti-péroniste. Ernesto Guevara est, lui aussi, anti-péroniste, mais ne milite guère.

A l'université, il choisit de devenir médecin, puis décide, avec un ami, de faire un tour d'Amérique du Sud. Sans moyens, tantôt travaillant, tantôt voyageant, pendant six mois, il parcourt le continent et découvre la misère des masses indiennes. C'est de cette période que datent vraisemblablement sa prise de conscience des problèmes qui se posent communément à tous les pays d'Amérique du Sud et sa conviction que seule la lutte armée peut changer quelque chose. Conviction que renforce chez lui la faillite des promesses de Paz Estenssoro en Bolivie et d'Arbenz au Guatémala.

En Bolivie, Paz Estenssoro, placé au pouvoir après le renversement des militaires, nationalise les mines d'étain et parle de réforme agraire. Guevara est là et constate l'échec. Au Guatémala, Arbenz exproprie une partie des biens de la puissante compagnie américaine United Fruit, mais il se fait renverser par un mini-putsch appuyé par la C.I.A. sans que la population ait été appelée à se défendre. Guevara est encore là, il fréquente les milieux « libéraux » de la petite-bourgeoisie sud-américaine en exil — Juan Bosch (St-Domingue), Betancourt (Venezuela) — mais critique leur impuissance.

Ernesto Guevara apparaît jusque là comme un fils de famille, intelligent et cultivé, sincèrement révolté par ce qu'il voit autour de lui, mais qui se sent mal dans sa peau.

En 1955, à 27 ans, il rencontre Fidel Castro au Mexique. Le projet de Castro — un soulèvement armé à Cuba — acquiert immédiatement son adhésion. Cela lui donne l'occasion d'abandonner son attitude de spectateur passif et individualiste pour passer à l'action. Et c'est là le fin mot de la philosophie politique de « Che » Guevara. Le fil conducteur de sa vie à partir de ce moment c'est : l'action, « prendre un fusil », « faire » la révolution ; le rôle de la paysannerie, la réforme agraire, tout cela viendra plus tard, comme il le dit lui-même, au « contact des paysans », dans la sierra cubaine. Avec Castro, il participe à toute l'épopée cubaine depuis le débarquement jusqu'à la fuite de Batista et la prise du pouvoir. Il devient directeur de la Banque Nationale, puis ministre de l'Industrie et se dépense sans compter pour tenter d'engager Cuba sur la voie de l'industrialisation.

C'est l'époque où, comme Castro, il se dit « marxiste », absolument pas parce qu'il adhère au socialisme scientifique de Marx et Lénine, mais plutôt à cause de la forte impression qu'ont produit sur lui l'aide et les réalisations des pays de l'est et de la Chine qu'il a visités.

Mais Che Guevara reste attaché à ses convictions profondes. Il théorise son expérience dans un « manuel de la guérilla », *guérilla qui, pour lui, reste le seul moyen de renverser l'impérialisme dans les pays sous-développés, car c'est là le seul objet de ses préoccupations.*

Et quand il part, mystérieusement, créer un foyer de guérilla en Bolivie, c'est certainement pour rester fidèle à son idéal et au mode de vie qu'il avait choisi, quelles que soient les circonstances qui ont pu accompagner ce départ.

L'échec de sa tentative, et sa mort dans la jungle bolivienne, le 8 octobre 1967, n'enlèvent rien aux qualités d'homme de Che Guevara, à son courage, à son dévouement sincère, à ce qu'il croyait être la cause des opprimés, au mépris qu'il professait pour les avantages matériels et le confort personnel.

Guevara était abattu

va mourir.
onze mois, Guevara qui a toujours
nes classiques d'action du prolétа-
issent « inefficaces » et « stériles »
uérilla en milieu paysan, n'a rencon-
e et indifférence de la part de la
sans indiens de Bolivie. C'est d'ail-
cations de l'un d'entre eux que les
es traquent les guérilleros. Et, au
bre, c'est l'accrochage. Guevara
ambe, toute retraite lui est coupée.
toute une journée et, si la nuit la
vants de la colonne réussissent à
ous la direction d'Inti Péredo, Gue-
vara et un de ses compagnons restent entre les mains des rangers.

Ils sont transportés au village d'Higuéras, à 12 kilomètres de là, ce village où quelques jours plus tôt les guérilleros étaient passés dans l'hostilité générale (tous les hommes s'étaient cachés). Les prisonniers y sont gardés dans l'école. Guevara, blessé, y restera de longues heures en attendant son exécution. Le capitaine Prado, commandant la compagnie qui l'a fait prisonnier, a demandé des ordres par télégraphe au colonel Zenteno Anaya qui commande la 8e armée bolivienne. Ce dernier informe à son tour les autorités et la réponse vient enfin : c'est l'ordre d'assassiner les prisonniers. Comment la consigne sera-t-elle exécutée, on l'ignore encore, car les déclarations des officiers sur la mort de Guevara restent contradictoires. « Une chose est sûre, **écrit Gavi dans sa biographie de Guevara,** il est mort lentement, d'une rafale en-dessous de la ceinture... La bourgade d'Higuéras reçoit une récompense de 50.000 pesos. »

Guevara avait 39 ans. Depuis douze ans, depuis 1955, date à laquelle il avait lié son sort au mouvement de Fidel Castro, il avait mis ses forces et son courage au service des opprimés d'Amérique Latine. Il venait de trouver au combat une mort digne de sa vie et de ses luttes.

Fidel Castro lors d'un voyage au Chili. Il ne suffit pas d'arborer la faucille et le marteau pour être socialiste. (Ph. U.P.I.)

ce qu'il veut la terre, pour lui-même, pour ses enfants ; il veut la diriger, la vendre et devenir riche par son travail. »

Mais Guevara ne représente même pas les intérêts de cette paysannerie-là qu'il considère seulement comme une masse de recrutement, comme un milieu d'action, un support pour une politique. Une masse que finalement, et même s'il était peut-être sincèrement désireux de l'émanciper de l'oppression féodale, il méprisait profondément.

Là encore quelques lignes de son journal de Bolivie sont infiniment plus significatives que bien de ses discours. « ...la base paysanne ne se développe toujours pas, bien qu'il semble que nous finissions par obtenir la neutralité du plus grand nombre au moyen de la terreur organisée ; le soutien viendra ensuite. » *Ce n'est pas là le langage d'un homme qui parle de sa classe, au nom de sa classe, et des intérêts de cette dernière. C'est le langage méprisant de celui qui se sert d'une autre classe pour les intérêts de la sienne...*

A sa façon, Guevara s'est mis du côté des masses opprimées d'Amérique Latine ; et il a sacrifié sa vie pour ce choix. Mais il a donné à la lutte de ces masses une perspective qui ne peut les amener qu'à bâtir, sur les ruines d'une société pourrie, une société dont la direction leur aurait tout aussi bien échappé.

L'action d'un Mao ou d'un Castro concrétisait incontestablement, chacune en son époque, les aspirations, le désir d'émancipation de leurs peuples respectifs contre la dictature d'un Tchang ou d'un Batista. Mais aujourd'hui, Mao comme Castro mettent en prison ou fusillent les fils de ceux qui les avaient porté au pouvoir. Avec la perte progressive du consensus populaire que leur valut leur lutte contre les dictatures précédentes, le caractère militaro-bureaucratique de leurs régimes s'accentue et se manifeste sans fard. Et il ne pouvait pas en être autrement. Et il ne pourra pas en être autrement si demain de nouvelles insurrections paysannes portent au pouvoir de nouveaux Guevara ou de nouveaux Mao.

D'abord parce que seuls la prise et l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière des villes, au nom et dans la perspective de la révolution prolétarienne mondiale, ouvrent devant un pays sous-développé la possibilité d'échapper à la misère causée par l'exploitation impérialiste autrement que par l'isolement économique dans la pauvreté, isolement qui engendre à son tour et inévitablement la dictature.

Mais aussi, et de façon plus immédiate, parce que seul le prolétariat peut effectivement et quotidiennement contrôler l'Etat qu'il aura bâti.

La paysannerie a un rôle énorme à jouer ; sans sa lutte, sans la force qu'elle représente, il n'est pas question pour les ouvriers seuls d'abattre les dictatures qui les oppriment également. Mais la paysannerie ne peut pas contrôler ceux qu'elle porte au pouvoir. Et ceux qui ne s'appuient que sur elle, et sur elle seule, pour parvenir au pouvoir ne veulent pas de contrôle. Quelles que soient leurs intentions par ailleurs, ils bâtissent un pouvoir anti-populaire.

Che Guevara se disait socialiste, mais son dédain du prolétariat des pays d'Amérique Latine, son mépris du prolétariat des pays avancés — et en particulier des Etats-Unis — le programme qui fut le sien, ont fait que son action, même couronnée de succès, ne pouvait conduire la lutte des masses opprimées d'Amérique Latine que vers une voie bourgeoise sans issue, c'est-à-dire vers la constitution d'Etats nationaux plus ou moins indépendants de l'impérialisme, plus ou moins débarrassés de l'héritage du passé, dirigés par des castes bureaucratiques.

L'avenir des pays du tiers-monde, comme l'avenir de l'humanité, appartient au socialisme, appartient donc au prolétariat. De ce fait, il n'appartient pas et ne peut appartenir aux Guevara, aux Castro, aux Mao Tse-toung.

Georges KALDY.

Les gauchistes et le mythe du "Che"

IL n'est pratiquement pas de manifestations organisées par les groupes gauchistes où n'apparaisse le portrait du « Che ». Et son nom scandé en alternance avec celui de Ho-Chi Minh, est même devenu pour certains le cri de ralliement qui doit symboliser à la fois leur caractère révolutionnaire et leur internationalisme.

De ce point de vue, la Ligue Communiste est incontestablement, depuis sa naissance, l'organisation qui met le plus en avant l'exemple du Che et qui s'en réclame constamment. Elle doit, sur ce terrain, battre d'une courte tête le PSU et divers autres groupes de moindre importance.

Rouge écrivait ainsi dans son numéro 2, en octobre 1968, à l'occasion du premier anniversaire de la mort de Guevara :

« Un an après sa mort, le cri de guerre de « Che » a été entendu. Partout, comme il le souhaitait, d'autres mains se tendent pour empoigner les armes. En Amérique Latine, les militants du continent rendent à leur plus glorieux dirigeant le meilleur des hommages : la lutte révolutionnaire. »

Que des groupes qui se disent révolutionnaires et qui se réclament du marxisme, voire du trotskysme, aient pris comme image de marque celle de Che est malgré tout révélateur des assises sociales qui sont les leurs et de l'idéologie qu'ils véhiculent.

Car ce n'est pas un hasard si les conceptions politiques de Guevara ont trouvé écho et sympathie dans de larges couches de l'intelligentsia radicalisée à travers le monde. Ce n'est pas un hasard non plus si le pseudo-romantisme qui s'attache à la guérilla et à la lutte armée, si la conception du guérillero qui « réveille » les masses paysannes en créant un « foyer révolutionnaire » ont trouvé adeptes et défenseurs essentiellement dans la petite-bourgeoisie intellectuelle.

Car ce sont parmi les intellectuels de gauche, toujours prêts à se réclamer du socialisme et de la révolution mais infiniment moins désireux de se lier réellement à la lutte du prolétariat, que le guevarisme s'est propagé à toute vitesse. La méfiance de Guevara vis-à-vis de la classe ouvrière, cette méfiance qui, en Bolivie, lui faisait volontairement choisir comme terrain de lutte les montagnes désertiques plutôt que le puissant prolétariat bolivien, rejoint finalement, par-dessus les continents, le révolutionnarisme des milieux intellectuels qui, peu ou prou, exhaltent les avant-gardes étudiantes face à la passivité du prolétariat ou du moins de ses couches les plus opprimées.

D'ailleurs, l'article de **Rouge** déjà cité se concluait ainsi :

« En Amérique Latine, les universités sont à l'avant-garde et remplissent actuellement leur fonction : celle de constituer des centres anti-impérialistes en lutte pour la révolution socialiste et de fournir à la lutte armée les cadres et les combattants dont elle a besoin. »

Qu'on ne s'y trompe donc pas. Si les révolutionnaires saluent la mémoire de Che Guevara, c'est qu'ils considèrent qu'il est tombé contre un ennemi qui nous est commun mais pour un combat qui n'est pas le nôtre, ni celui du prolétariat. Che, mieux que tout autre, symbolisait un certain nationalisme latino-américain qui prenait appui sur la petite-bourgeoisie urbaine (les « cadres » de la guérilla) pour tenter de desserrer quelque peu l'étreinte que l'impérialisme US fait peser sur tous les pays d'Amérique Centrale et du Sud. Et ce sont des fractions entières d'organisations nationalistes bourgeoises ou petites-bourgeoises, qu'elles soient démocrates chrétiennes, péronistes, apristes, staliniennes ou social-démocrates, qui ont finalement suivie la voie tracée par Guevara. Mais le point commun entre toutes, quelles que soient les conditions nationales particulières qui leur ont donné naissance, est qu'elles étaient toutes étrangères, indifférentes ou hostiles à la classe ouvrière et à son combat malgré les qualificatifs « socialiste » ou « révolutionnaire » qu'elles s'octroient généreusement ou que certains gauchistes leur octroient.

Et de ce point de vue, les oppositions qui existent au sein du mouvement révolutionnaire sur Guevara et la valeur de son exemple sont loin d'être simplement tactiques. Elles recouvrent, en fait, à l'état embryonnaire, des oppositions de classes.

Jean LIEVIN.

La Ligue Communiste manifeste : Un mélange d'idéologies tiers-mondistes que les portraits de Lénine ne suffisent pas à cacher ! (Ph. L.O.)

échos des entreprises

ET POUR QUELQUES SOUS DE PLUS

histoire vraie

● *GEVELOT (Issy-les-Moulineaux)*

Dans l'atelier du Décolletage, section des tours « Conomatic », des camarades sont chargés de défaire des paquets de tiges d'acier destinées à la fabrication des « outifix ». Aussi, pour défaire ces paquets qui sont attachés par des lamelles d'acier, on ne trouve pas mieux à leur donner qu'un burin et un bout de fer rond pour taper dessus. Un marteau, ça doit coûter cher !

Avant de réussir à couper une lamelle d'acier, nos camarades doivent donner pas moins d'une vingtaine de coups, dont quelques-uns sur les mains.

On sait que la direction a des goûts particuliers pour les méthodes du siècle dernier, mais il ne faudrait tout de même pas exagérer. Il existe, paraît-il, des cisailles qui donnent complète satisfaction pour ce genre de travail... Encore fallait-il y penser !

et vlan, passe-moi l'éponge !

● *IMPRIMERIE CHAIX-DESFOSSES (Issy-les-Moulineaux)*

Pour empêcher l'huile de dégouliner dans les carters des rotos, les chefs du service Entretien ont fait placer des éponges dans ceux-ci. Voilà comment la direction s'y prend pour éviter les fuites d'huile ! Quant aux réparations sérieuses dont les machines auraient besoin, il n'en est nullement question.

Mais si notre directeur « technique » est un as du système D, il trouvera peut-être un moyen « d'éponger » le gâchis dû à la pagaille... Mais là il lui faudrait vraiment une énorme Spontex. On est « huile » ou on ne l'est pas !

la pingrerie habituelle

● *U.A.P.-URBAINE (Paris)*

Sans doute M. Leca a-t-il l'habitude des petits restaurants pas chers, où l'on mange bien et rapidement, pour 7 francs, dans le quartier. Mais qu'il ne les garde pas pour lui.

Car la semaine dernière, lorsque la cantine a été fermée pour désinfection, nombre d'entre nous ont dû se contenter de sandwiches, ou rajouter quelques francs de leur poche. Il faut dire qu'en 55 minutes, pas une de plus, nous n'avions guère le temps de chercher.

Cinquante-cinq minutes pour déjeuner avec 7 francs qu'elle nous a donné, décidément, l'UAP est toujours aussi pingre !

ne vois-tu rien venir ?

● *P.T.T. (Paris-9e)*

Nous manquons de personnel, cela a été chanté sur tous les tons. Mais cela devient de plus en plus scandaleux et il n'est pas de jour où plusieurs quartiers ne soient à découvert. Actuellement, on assiste à un phénomène assez curieux. Il n'y a pas de facteur ; donc, pas de facteur, pas de courrier. Ainsi, sur le secteur 19, le reliquat a été estimé à 1.500 lettres. Ne croyez surtout pas que les chefs aient mis la main à la pâte pour tenter de rétablir un peu, il a tout simplement été question de découvrir un autre secteur pour que les gens aient du courrier un jour sur deux. Bravo messieurs ; vous avez bien mérité des P.T.T. Les usagers ne s'apercevront pas trop du mauvais fonctionnement de la poste puisque, chacun leur tour, ils n'auront que du retard dans leur courrier. Quant à nous, nous sommes bons pour valser d'un secteur à l'autre au gré de votre volonté.

harpagon

● *THOMSON-C.S.F. (Issy-les-Moulineaux)*

A la cantine, nous n'avons plus droit, depuis la semaine dernière, qu'à une seule serviette en papier par personne.

Pourquoi : la lutte contre le gâchis. Il paraît que les 1.500 personnes déjeunant à la cantine utilisaient 3.500 serviettes en papier par jour, ce qui fait deux serviettes un tiers par jour et par personne. En effet, quel gâchis !

Ce n'est pas tout.

Comme elle nous considère tous comme des voleurs de petites cuillères en métal, la direction nous les supprime pour les remplacer par des cuillères en plastique. Nous avons manifesté une telle joie à leur vue que la direction a fait remettre les anciennes, en métal, à la fin de la semaine dernière.

Vraiment, la direction ne sait plus quoi inventer comme harpagonnerie pour nous tracasser et se rendre ridicule.

LE CAPITALISME, C'EST TOXIQUE...

on nous empoisonne !

● *S.A.F.T. (Bordeaux)*

Au 15, on n'a pas seulement de la poudre plein les cheveux, la figure et les vêtements. On la respire toute la journée à pleins poumons et, finalement, on s'intoxique.

C'est ce qui vient d'arriver à un mécanicien de l'atelier des Pochettes récemment hospitalisé : il a du cadnium dans le sang.

Il est scandaleux que de tels empoisonnements puissent se produire, scandaleux que nous soyons sacrifiés sur l'autel des profits, inadmissible que l'usine puisse nous amener tout droit à l'hôpital.

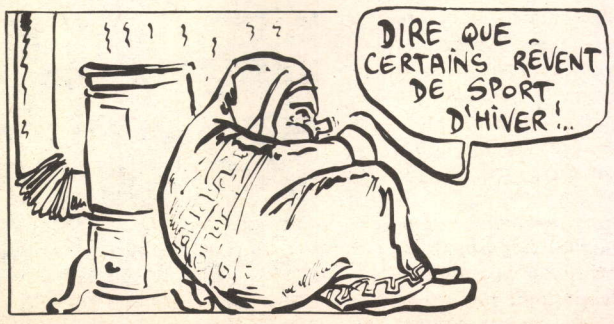
...ET FROID !

un ouvrier rêvait !...

● *BATIMENT (Clermont-Ferrand)*

Un ouvrier des cités était en train de rêver : avec la nouvelle loi, tout avait changé. Chambon avait fait replâtrer et repeindre les chambres dans lesquelles on ne couchait pas à plus de deux. Il avait fait mettre des tables et des chaises neuves, un évier propre avec de l'eau chaude. Chacun avait un frigo. On avait remplacé les vieux lits défoncés et mis des matelas neufs. Les draps étaient changés toutes les semaines. La cour était goudronnée, les poubelles vidées. Les W-C ne puaient plus et il y avait enfin des douches. L'ouvrier pensait que tout cela n'avait pas coûté bien cher au patron et que cela aurait dû être fait depuis longtemps.

Mais c'était un rêve. L'ouvrier s'est réveillé à cause du froid : dehors il gelait, et on n'a toujours pas de chauffage dans les chambres.



VICTIMES DU CAPITAL

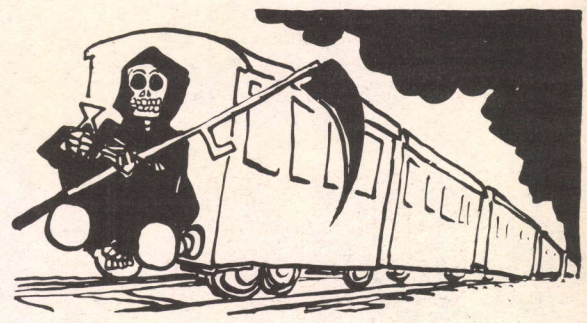
un cynisme qui dépasse les bornes

● *S.N.C.F. (Landy)*

Un de nos camarades du « plateau » du Landy s'était, il y a quelque temps, cassé deux côtes en tombant dans un fossé. La réaction de la direction a été à la hauteur de ce que l'on pouvait attendre d'elle : blâme avec retenue de 5 F pour « manque de précautions dans le travail ».

Ces messieurs de la direction, qui ont rarement l'occasion de se casser une côte pendant le travail, trouvent sans doute qu'il faut vraiment le faire exprès pour avoir un accident sur le chantier. S'ils venaient de temps en temps travailler dans les fosses, ils sauraient qu'elles sont mal entretenues, glissantes, souvent mal éclairées et que c'est tous les jours que nous risquons l'accident.

Il y a plusieurs mois, un de nos camarades, en décrochant une passerelle, l'a reçue sur le crâne. Il est depuis tout ce temps dans le coma à Lariboisière. La direction attend-elle qu'il se réveille pour lui coller un blâme pour manque de précaution ?



complicité

● *PEUGEOT (Sochaux)*

Au début de la semaine dernière, un ouvrier est mort au STR (Super-Est), assassiné par la recherche du profit de son employeur. Il a reçu en pleine poitrine une pointe de scellement et a été transpercé de part en part. Il se trouvait pourtant à plusieurs mètres de son camarade qui utilisait le pistolet de scellement.

Chez Peugeot, ce genre d'outil, extrêmement dangereux, est interdit depuis une dizaine d'années, suite à un « accident » du même genre. Pourtant, Peugeot tolère que les entreprises extérieures utilisent ce genre d'outils dans ses locaux. Alors pourquoi n'est-il pas aussi responsable que les criminels des entreprises qui font utiliser ces pistolets, connaissant leurs énormes dangers, sous prétexte de rendement ?

Mais sur ce crime, pas un mot. Quelques lignes seulement dans **L'Est Républicain,** rien des syndicats. Les patrons peuvent assassiner, il n'y a pas une protestation : mais se taire n'est-ce pas se faire complice de nos assassins ?

encore un accident !

● *C.G.C.T. (Paris-15e)*

Un camarade s'est électrocuté jeudi dernier à la plate-forme E1. Il a eu les mains brûlées au troisième degré. Il faisait un branchement sur une armoire-redresseur et a touché par mégarde l'alimentation 380 volts.

« Il n'avait qu'à pas le faire », diront les donneurs de conseils. Mais si les bornes d'alimentation 380 volts avaient été isolées, comme il serait normal, cela ne serait pas arrivé. Cela ne serait pas arrivé non plus si la mise sous tension de l'armoire avait été signalée par un voyant sur l'armoire même, ou si le voyant au tableau d'alimentation n'avait pas été grillé.

Et quand les camarades de l'accidenté ont essayé de couper le courant avec les coups-de-poing de sécurité, ils ont découvert que ceux-ci ne coupaient le courant que dans leur voisinage immédiat, au lieu de le couper pour toute la plate-forme. Comme si c'était l'accidenté lui-même qui allait se servir des coups-de-poing !

Et le temps que l'on découvre le « bon » interrupteur, qui était caché derrière l'armoire-redresseur, notre camarade s'était brûlé les mains au troisième degré, et il est maintenant à l'hôpital.

Une fois de plus, la sécurité s'est révélée être le dernier souci de la direction. Parce que la sécurité et les profits, ça ne va pas ensemble.

La grande misère des hôpitaux de Clermont

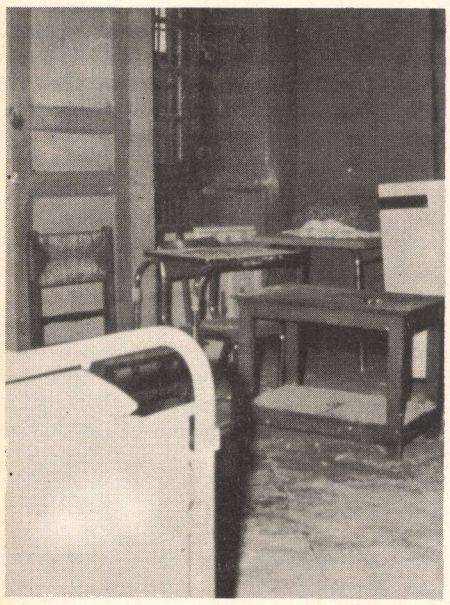
Rien ne distingue l'hôpital d'un taudis. (Ph. L.O.)

L'HOPITAL général de Clermont-Ferrand comporte le seul service d'hospice de la ville : quatre salles de femmes, trois salles d'hommes, qui font un total d'environ 350 à 380 malades.

LOGES DANS DES TAUDIS

Dès qu'on franchit la porte de l'établissement, on se trouve en face de bâtiments vétustes, gris sombres et sales. Une cour cimentée, quelques parterres de fleurs sont le lieu de la promenade quotidienne des vieillards.

Si l'aspect extérieur est rebutant, les salles, elles, ont tout du taudis : le sol est fait de grandes dalles de ciment sombre, les murs sont complètement délabrés, la peinture s'écaille, les plâtres des plafonds s'effritent, et la saleté y est tellement incrustée que même les lavages à grandes eaux sont inefficaces.



(Ph. L.O.)

Des salles communes de trente ou quarante pensionnaires

Les salles d'hospice sont immenses : trente à quarante lits, alignés les uns à côté des autres ; quand la largeur de la pièce le permet, on installe même parfois une troisième rangée au milieu. Entre chaque lit, une petite table de nuit ; il n'y a pas la place de laisser les placards dans les chambres, alors on les a tous alignés dans les couloirs, ce qui fait que les vieillards n'ont même pas la possibilité de garder leurs affaires personnelles à proximité.

Un lavabo pour vingt-huit malades

A « Mège », service d'hommes de vingt-huit lits, il y a en tout et pour tout, pour permettre aux pensionnaires de faire leur toilette, un lavabo, dans lequel on fait aussi la vaisselle...

C'est dans cette même salle que l'administration avait entrepris, il y a quelques années, de réparer le plafond. Mais dès le début, voyant l'état des lieux, elle a préféré en rester là. Si bien qu'il y a maintenant dans la « cuisinette » un tube métallique soutenant une grosse poutre, afin d'éviter que tout ne s'effondre.

En guise de mur, un paravent

Depuis trois mois, on est en train de faire des travaux au « magasin », la salle la plus sordide de l'hospice. Les malades, faute de place, n'ont pas été déménagés avant, et sont restés pendant plus d'un mois en plein courant d'air : à la place du pan de mur abattu, un paravent !

Actuellement, il y a encore trois femmes qui continuent à vivre dans ces conditions.

TRAITES COMME DES PRISONNIERS

Rien n'est prévu pour distraire les malades : juste un poste de télévision dans les salles communes parfois. Seuls quelques privilégiés, parce qu'ils sont valides et pas trop âgés, sont employés à de menus travaux par l'hôpital.

La majorité des vieillards passent la journée assis dans leur salle, où flânent dans la cour. Il n'y a pas le personnel suffisant pour sortir et promener ceux qui sont fatigués. Si bien que beaucoup ne connaissent pas d'autre cadre que les grandes salles grises.

Le manque de personnel conduit d'ailleurs à des méthodes absolument barbares vis-à-vis des pensionnaires.

Les punitions collectives

Dans certains services, on pratique le système des représailles collectives. Si, par exemple, des vieillards ont été agités et ont fait du bruit pendant la nuit, il arrive que l'on punisse toute la salle : les pensionnaires sont obligés de rester toute une journée ou plus en pyjamas (leurs vêtements civils restant sous clef).

Privé de sortie pendant un mois

Un vieillard avait profité du week-end du 14 juillet pour monter voir sa famille à Paris — sans permission. Revenant trois jours plus tard, il explique : « Si j'avais demandé la permission, on aurait refusé. Je voulais voir ma famille, je n'ai rien fait de mal ». **Il est cependant privé de permission pendant tout un mois, après avoir subi un long sermon dans le bureau du directeur lui-même.**

Ces vieillards n'ont pas la possibilité de garder des objets personnels à l'hospice, d'avoir un petit coin à eux. Et, au début de l'année, cela a provoqué un véritable drame pour l'un d'eux. Pensionnaire de l'hospice depuis l'âge de 14 ans, en sortant de l'Assistance Publique, ce malade a organisé sa vie ici, est connu de tous, et aide à de menus travaux d'entretien. Depuis le début, il a consacré tout son argent de poche à l'achat de pièces de vaisselle, et de quelques vêtements, dans l'espoir de sortir un jour. Petit à petit, il en est arrivé ainsi à posséder plus de cent assiettes, autant de verres, et une dizaine de chemises, bérets et autres. Son trésor était soigneusement placé dans un vieux buffet inutilisé. Il y a quelques temps, quand l'administration a commencé les travaux, on a jugé le meuble encombrant et devant le malade éperdu, deux agents ont été chargés de déballer et trier la vaisselle pour la répartir aux services qui en manquaient.

Pendant trois jours, ce pensionnaire n'est pas sorti de sa salle.

Les exemples de ce genre ne manquent pas. Il ne faut pas s'étonner dans ces conditions, que les tentatives de fugue soient fréquentes — dans le service de neuro-psychiatrie, attenant à l'hospice, il y en a près d'une par semaine en moyenne.

Et pour vivre dans ces conditions-là, il faut payer 33,30 F par jour — pour ceux qui ont la chance d'être encore valides, dont l'état ne nécessite pas un traitement particulier. Pour les invalides, le prix de journée est de 58,70 F.

Correspondant L.O.

C.H.U. de Nantes

PERSONNEL ET MALADES FONT LES FRAIS DE LA PAGAILLE

UNE grande pagaille règne au C.H.U. de Nantes. Toute l'année et dans tous les services, le manque constant de personnel occasionne du travail supplémentaire pour toutes les infirmières, aides-soignantes, etc. Mais cette situation s'est encore aggravée durant la période des vacances, l'insuffisance de personnel étant encore plus flagrante du fait des départs en congé et les auxiliaires-temporaires envoyées en remplacement ne connaissant pas le travail.

Ainsi, en Neuro-chirurgie, deux infirmières s'occupaient de soixante malades. Le service de Réanimation-chirurgie a été totalement fermé pendant le mois d'août, faute de personnel. Le comble était atteint à la greffe de reins. Ce service, ouvert depuis un an seulement, devait être fermé depuis mai jusqu'au 1er octobre, là encore pour manque de personnel. Toutefois, comme le prestige de notre « hôpital-pilote » oblige, le service a été réouvert au début du mois d'août **sans personnel !** Trois infirmières sont encore aujourd'hui prélevées à tour de rôle dans d'autres services et envoyées à la greffe de reins quand c'est nécessaire.

Dans ces conditions, pour tout le personnel, les journées deviennent des journées marathon. Il faut courir sans cesse d'un malade à un autre, sans qu'on arrive pour autant à s'occuper de tout le monde comme il le faudrait. Et comme si cela ne suffisait pas, la direction a le culot de faire pression pour que nous fassions des heures supplémentaires ou bien que nous reportions nos jours de repos hebdomadaires.

En Médecine générale, c'est trois dimanches et quatorze jours de rang qui est devenu l'horaire normal pour certaines infirmières et les heures supplémentaires n'ont pas été récupérées. En Réanimation, une infirmière a travaillé vingt-trois jours de rang.

Pour la direction, nous sommes **« au service des malades »,** ce qui justifie à ses yeux tous les sacrifices de notre part. Mais c'est là un argument facile et beaucoup d'entre nous se rendent compte que ce sont les malades, comme l'ensemble du personnel, qui font les frais d'une telle pagaille.

Déjà, il y a quelques mois, les aides-soignantes et les infirmières du service de Réanimation ont dénoncé cette situation auprès de la direction. Celle-ci leur a alors répondu en mutant deux infirmières. Car, d'après elle, tout le mal viendrait de **« fortes têtes »** qui font du mauvais esprit. En fait, ce qu'elle reprochait à ces camarades, c'est qu'infirmières et aides-soignantes agissent ensemble, c'est-à-dire remettent en cause la sacro-sainte hiérarchie à l'hôpital. Mais, en réponse à ces deux mutations arbitraires, c'est à une demande de mutation collective que la direction eut alors à faire face.

Les mois ont passé, sans que la direction daigne donner une réponse. Pour elle, l'affaire est classée puisque **« tout va bien »,** entendez que le travail se fait malgré tout. Mais pour nous, rien n'est résolu. La situation est loin d'être devenue normale, au contraire, les conditions de travail et de soins n'ont fait qu'empirer. Et si, jusqu'à présent, la direction s'est contentée de faire la sourde-oreille à toutes nos revendications, les protestations, les informations auprès des malades comme auprès du personnel se multiplient. Ni les infirmières, ni les aides-soignantes, ni les malades n'ont l'intention de faire les frais de la pingrerie et de la légèreté de la direction.

Correspondant L.O.

Norton (La Courneuve)

La direction frappe...

Les responsables C.G.T. dansent avec le chef du personnel

(Ph. L.O.)

LE jeudi 13 septembre, dans l'après-midi, un jeune travailleur du Tournage apprenait qu'il était licencié pour fraude. Son chef d'équipe, qui en est bien à son dixième licenciement, soutenu par la direction, l'accusait d'avoir voulu, en passant des coupons de montage supplémentaires, voler Norton de... 2,20 F. Ses camarades d'atelier apprirent la nouvelle avec stupéfaction. Les erreurs sur la paie sont monnaie courante chez Norton. Aussi, licencier un travailleur pour un prétexte aussi futile indignait tout le monde. Surtout qu'il ne s'agissait que d'une erreur de la part de notre camarade. Beaucoup disaient qu'il ne fallait pas venir travailler le lendemain. Mais tous attendaient finalement un mot d'ordre de la CGT, avec confiance d'ailleurs, car le jeune camarade licencié faisait partie de la Commission Exécutive du syndicat, et allait être présenté sur les listes de délégués aux prochaines élections. De plus, il était adhérent au PCF et, chez Norton comme dans beaucoup d'autres usines, le PC contrôle entièrement la CGT.

Le vendredi 14, l'usine apprit le licenciement par un premier tract de la CGT distribué dans les ateliers. Elle parlait de licenciement abusif mais elle demandait à ce qu'un supplément d'enquête ait lieu au sujet de la fraude et proposait une réunion extraordinaire du Comité d'Entreprise. Ainsi, dès ce moment, la CGT acceptait de s'incliner devant la direction si une quelconque erreur de coupons était prouvée.

Au Tournage, elle appelait à un débrayage d'une demi-heure. Celui du matin devait avoir lieu durant une délégation composée de délégués du secteur auprès du directeur de la production. Il fut très bien suivi. 90 % des travailleurs arrêtèrent le travail. Mais, à 9 h 30, les délégués discutaient toujours, laissant ceux qui avaient débrayé sans nouvelle consigne, et le travail reprit peu à peu. Beaucoup étaient partisans d'attendre la fin de la délégation pour, en cas d'échec, étendre immédiatement l'arrêt de travail à toute l'usine. Nombreux étaient ceux qui se souvenaient du licenciement d'un travailleur du Trempage au début de l'année. Il avait été suivi de multiples délégations et débrayages de deux heures ou d'une demi-heure qui, finalement, s'étaient soldés par un échec parce que nous avons trop tardé à réagir tous ensemble. Mais la majorité attendait toujours les consignes du syndicat en espérant qu'il allait enfin lancer l'action.

L'entrevue avec la direction fut, bien sûr, négative, mais elle acceptait de procéder à un supplément d'enquête, ce qui suffit à nos responsables syndicaux pour nous rassurer. D'après eux, nous n'avions qu'à patienter. Le jour même, cette passivité fit qu'au Tournage l'équipe du soir ne débraya qu'à 50 %.

Le lundi matin sortait le bulletin **Lutte Ouvrière.** Il affirmait que **« c'est une lutte déterminée et jusqu'à satisfaction qu'il nous faut organiser pour obtenir la réintégration immédiate et sans sanction de notre camarade ».** Des militants du PCF diffusaient, eux aussi, un tract dénonçant... **« les raisons de la campagne anti-communiste et anti-soviétique ».** Quant à la CGT, elle ne distribua même pas un tract. Il faut dire que nous étions au lendemain de la sortie annuelle du personnel organisée par le Comité d'Entreprise. Sans doute que le secrétaire du syndicat, ainsi que le secrétaire du CE, lui aussi responsable syndical, qui avaient tous deux valsé la veille avec la chef du personnel, ont été trop occupés pour penser au sort de leur camarade !

A midi, à la suite d'une nouvelle réunion avec la direction, des responsables CGT prirent la parole pour dire que notre camarade avait « fraudé », que Norton maintenait son accusation et son licenciement, et qu'ils étaient convoqués à une autre réunion l'après-midi même, pour discuter des salaires.

Mardi matin, rien de nouveau, sauf un tract spécial **Lutte Ouvrière** disant **« qu'il n'y a jamais eu qu'un seul voleur à l'usine : le patron »,** ce que certains responsables de la CGT semblent avoir oublié. Pour ceux-là, il n'était plus possible de défendre notre jeune camarade licencié parce que, d'après eux et la direction, il avait fraudé. Dans l'usine, l'ambiance n'était plus à la lutte. Les travailleurs se trouvaient désarmés par la démission de la CGT. En son sein, nombreux étaient les mécontents, simples syndiqués ou militants, qui faisaient savoir qu'ils ne comprenaient vraiment pas pourquoi la direction syndicale abandonnait ce camarade.

Le mardi midi, la CGT, au cours d'une nouvelle prise de parole, expliqua longuement que pour... les salaires, la réunion avec la direction n'avait rien donné. A la fin de son intervention, le responsable invita les travailleurs à **« proposer à leurs élus »** des formes d'actions pour obtenir une augmentation de salaire plus importante que celle proposée initialement par la direction, la garantie de l'emploi et quand même la réintégration de notre jeune camarade.

Mais il n'y avait plus rien à espérer de cette consultation. La plupart des travailleurs étaient écœurés. Il fallut attendre vendredi pour avoir le deuxième tract de la CGT. On nous expliquait que c'était le système du travail aux pièces et donc **« le capitalisme »** qui était responsable du licenciement de notre camarade. Nous nous en étions doutés ! Et nous avons aussi appris ce que, pour nos démocrates avancés, signifie le mot « solidarité ».

Correspondant L.O.

QUAND LA C.F.T. SE FAIT CHRÉTIENNE

UN nouveau syndicat vient d'apparaître à la Régie Renault-Billancourt. C'est la CFTC. Mais cette CFTC-là est un peu particulière et les chrétiens sont de drôles de pèlerins. Ils étaient en effet membres jusqu'ici de la CFT, ou plus exactement du SIR (Syndicat Indépendant Renault) de vieille connaissance et affilié depuis quelques années à la CFT.

C'est dire que la référence chrétienne est purement formelle et qu'elle ne figure même pas dans le tract de présentation du nouveau syndicat qui annonce :

« Nous vous informons de la création d'une section syndicale CFTC Renault-Billancourt.

Pourquoi une nouvelle section syndicale ?

Simplement pour sortir d'un traditionalisme désuet, tributaire d'une politisation néfaste bien connue depuis longtemps des travailleurs.

Pour nous CFTC, nous sommes conscients que les travailleurs ont besoin de notre présence pour rejoindre une organisation strictement syndicale. »

Que signifie cette scission « camouflée » ?

A vrai dire, le SIR ne progresse guère chez Renault ; son plus important succès revendicatif avait été, l'année dernière, d'obtenir l'annulation des élections de délégués du deuxième collège ! Bref, une partie de l'équipe CFT vient de quitter le bateau et tente sa chance sous une autre étiquette et avec la classique référence à l'apolitisme. Au fait, puisque la CFTC prétend dans son tract n' « avoir de compte à rendre à aucun parti politique », *peut-être ses militants pourraient-ils dire à quel parti le SIR-CFT rendait, pour sa part, des comptes ?*

Correspondant L.O.

Les résultats de la grève à Baroclem

NOUS avons relaté dans notre numéro 212, la grève qui s'est déroulée à Baroclem. Nous publions dans ce numéro quelques précisions sur la fin de cette grève.

Le vendredi 8 septembre, les permanents CGT et CFDT firent un opiniâtre travail de sape, utilisant pour démoraliser les travailleurs la possible intervention de la police, le tribunal ayant donné l'avis favorable pour l'évacuation de l'usine, ainsi que les avantages déjà obtenus.

Alors que, le matin, suite aux propositions du Comité de grève l'unanimité des travailleurs s'étaient prononcés pour la poursuite de la lutte, vers 15 h, profitant qu'une partie des plus combatifs étaient absents et qu'il ne restait donc à l'usine qu'une centaine de personnes, après deux heures de sape, les permanents CGT et CFDT ont fait faire un vote : approximativement 60 % pour la reprise et 40 % contre. Ce qui n'empêchait pas l'Humanité **de titrer le lendemain que 95 % des travailleurs avaient voté la reprise !**

La majorité du personnel a repris le travail, consciente du rôle des permanents qui ont tout fait pour briser la grève.

Ce n'est pas une victoire, mais les dix jours de grève ont quand même fait reculer la direction de Baroclem :

— 6 % pour les salaires de moins de 1.500 F ;

— 4 % pour ceux de plus de 1.500 F ;

— uniformisation des salaires sur un même poste de travail pour les embauchés d'avant et d'après (il existait un taux différent avant la grève) ;

— garantie d'être réembauchés et de conserver leur ancienneté pour les travailleurs immigrés absents dans un délai d'un an ;

— amélioration de la prime de fin d'année, indemnisation de déplacement au kilomètre réel ;

— pas de sanction pour fait de grève.

Même si leurs revendications n'ont pas totalement abouti, les travailleurs de Baroclem ont conscience d'être dans la bonne voie pour améliorer leurs conditions d'existence.

Correspondant L.O.

S.N.I.A.S. (Bourges)

La C.G.T. signe un accord de collaboration de classes

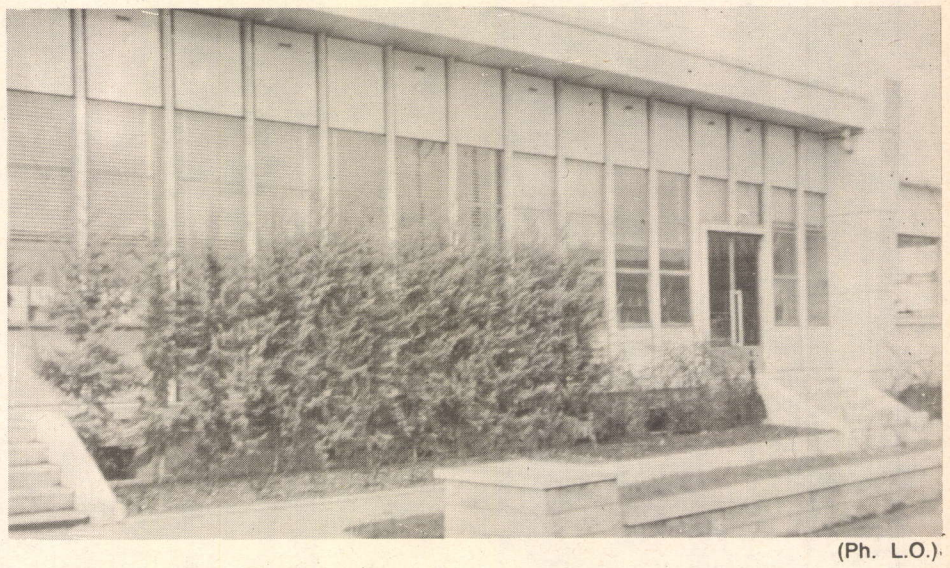
L'ACCORD société, consécutif à la fusion Nord-Sud-Sereb, le 1er janvier 1970, avait reçu à l'époque la signature de F.O., de la C.G.C. et de la C.F.T.C.

Cet accord n'apportait aucun avantage nouveau par rapport à ce que les directions de Nord-Aviation ou de Sud-Aviation accordaient, bon an mal an, sans accord. Mieux : il consacrait « l'égalisation » des avantages des différentes sociétés... par le bas ! C'est ainsi qu'un certain nombre de jours de congé, accordés à Nord-Aviation pour la prise du sang, la rentrée scolaire, l'ancienneté, la médaille du travail, etc. étaient supprimés ou considérablement diminués. L'Assurance Groupe Capital-Décès, qui faisait bénéficier la veuve (ou le veuf) d'un travailleur de Nord-Aviation de la somme non négligeable de 5.000 F, était également supprimée, la nouvelle direction ne voulant plus en assumer la charge. A Bourges, FO, signataire de l'accord, proposa sa prise en charge par le CE... géré par la CGT.

Considérant que cet accord n'accordait strictement aucun avantage appréciable, qu'il « laissait les principaux problèmes en suspens », et qu'en outre « il liait les organisations syndicales signataires pour une longue durée », la CGT avait alors refusé sa signature malgré les invites pressantes de la direction... Elle ne ménageait pas ses critiques à l'encontre des organisations signataires, accusées même de « collaboration de classes ».

Mais aujourd'hui la CGT signe. La teneur de l'accord serait-elle modifiée ? Nullement, mais nos champions du tapis vert ne pouvaient se résigner à être tenus à l'écart des discussions avec la direction, où seules étaient admises les organisations signataires. Et puis, les dirigeants CGT ont été consternés par la perte de voix subie aux dernières élections, tant du personnel que du CE, dont FO a bénéficié en partie. Certains travailleurs pensaient en effet que, bien qu'insuffisants, les maigres avantages concédés dans le cadre de l'accord n'étaient pas négligeables, et ce d'autant plus qu'à aucun moment la CGT n'a fait la démonstration qu'il était possible d'obtenir davantage par l'action. Et, cependant, la direction CGT n'a pas conclu à une politique plus active, mais à la signature de cet accord tant décrié !

Il fut toutefois assez difficile de faire avaler la pilule aux syndiqués CGT qui ne comprenaient pas pour la plupart les subtiles « nécessités tactiques » avancées par leurs dirigeants. Un sondage effectué



(Ph. L.O.)

dans leurs rangs l'an passé avait donné une très forte majorité contre l'accord. Cette année, la direction CGT est revenue à la charge, et a finalement emporté l'adhésion d'une faible majorité de ses adhérents (une minorité si l'on considère les très nombreuses abstentions).

Les dirigeants CGT sont donc parvenus à leurs fins. La direction de la SNIAS également.

Mais, pas plus qu'à la SNCF ou à Berliet, les travailleurs de la SNIAS ne sont engagés par la signature des dirigeants syndicaux. Ils sauront le montrer à l'occasion.

Correspondant L.O.

Z.U.P. de Chenôve (Dijon)

LES LOCATAIRES CONTRE L'AUGMENTATION DES CHARGES

Grève des loyers à Vigneux. Et on appelle cela des Habitations à Loyer Modéré !
(Ph. L.O.)

SITUEE dans la banlieue dijonnaise, la ZUP de Chenôve est actuellement la plus importante de la ville. Elle a été bâtie, il y a en moyenne dix ou quinze ans. Et depuis, pratiquement aucune rénovation n'est intervenue. La construction a été réalisée avec des matériaux de mauvaise qualité. Cela joint à l'âge et au mauvais entretien fait que la dégradation est continue.

Par exemple, les robinetteries « lâchent » fréquemment. Lorsque c'est une fuite dans la canalisation d'alimentation d'un immeuble — comme cela s'est produit cet été — étant donné qu'on ne retrouve plus les plans d'installation (!), il faut couper l'eau dans toute la ZUP pour effectuer les réparations.

Les installations électriques sont défectueuses et non conçues en fonction de l'utilisation des appareils ménagers actuellement en service. Les compteurs ou les prises qui « grillent » ne sont pas rares.

Les sous-sols ne sont pas bien entretenus, de sorte que dans certains immeubles, ils sont infestés de cafards et de rats.

Aussi quelle n'a pas été la stupeur et la fureur des locataires lorsque, fin juin, l'Office départemental des HLM a présenté un reliquat des charges anormalement élevé (alors que les charges mensuelles augmentaient de 14 % au 1er juillet et que depuis 1966 elles ont doublé). Ce reliquat des charges joint au loyer faisait par exemple pour un F 5 une somme de 800 francs à payer.

Par rapport à l'année précédente, les locataires ont pu constater :

— 28 % d'augmentation sur les ascenseurs ;

— 37 % d'augmentation pour l'eau froide ;

— 13 % d'augmentation pour l'électricité de l'immeuble.

(De toute manière, ces augmentations sont largement supérieures à celles intervenues en cours d'année sur l'eau et l'électricité.)

Les locataires mécontents se sont regroupés dans un Comité de défense qui a demandé des comptes à l'Office des HLM. D'après les examens des factures, il en ressortirait déjà une mauvaise gestion de la part de l'Office. Notamment pour la gestion du chauffage qui revient à 21 % plus cher qu'à la toute nouvelle ZUP du Lac.

Le Comité de défense a décidé de s'adresser à un expert comptable qui « décortiquera » les factures et en fera ressortir les anomalies éventuelles.

En attendant, et quoiqu'il en soit, le Comité demande aux locataires (qui ne l'ont pas encore fait) de ne pas payer l'excédent des charges de juin tant qu'un accord ne sera pas intervenu avec l'Office des HLM.

Les locataires ne semblent pas disposés à accepter cette augmentation de l'excédent des charges. Ce qu'ils remettent en cause, c'est l'augmentation continuelle de celles-ci. Pour l'instant, l'affaire en est là... A suivre.

Correspondant L.O.

P.T.T. (Dijon)

Les escrocs

LES taxes postales n'ont pas cessé d'augmenter et sont actuellement anormalement élevées. Mais en payant de telles taxes, le public est en droit d'exiger d'être servi dans les meilleures conditions.

Ce n'est pas le cas à Dijon. A la Recette Principale, le service des « express » ne fonctionne plus depuis un certain temps. Parce que les employés ne sont plus qu'à trois unités au lieu de huit, le courrier « express » n'est plus distribué immédiatement par porteur spécial dès son arrivée (comme cela doit être) mais avec le courrier ordinaire par le facteur. Ce qui revient à dire que l'administration empoche une taxe élevée pour un courrier qui est acheminé normalement et livré deux ou trois jours après son expédition... il n'a plus d'express que le nom !

Et la situation risque de durer encore un certain temps, l'administration ne voulant rien faire, prétextant des... difficultés d'embauche.

On prélève donc ainsi une taxe spéciale et supplémentaire sur l'usager pour un service qui n'est pas rendu. En français, cela s'appelle une escroquerie.

Correspondant L.O.

citroën

A l'entrée des usines Citroën... (Ph. E. Kagan)

Des offres alléchantes !
(Ph. L.O.)

On déménage

ON le sait, car cela a fait assez de bruit, les usines Citroën du quai de Javel (Paris-15e) doivent déménager, et cela dans les années qui viennent. Et déjà deux secteurs ont disparu : « Grenelle » et « Lecourbe » (environ 2.000 travailleurs en tout).

Aujourd'hui, c'est au tour du « 101 Félix-Faure » et avec lui des cent ouvriers qui y travaillent. Cet atelier (Réparation de matériel électrique) doit être transféré à Saint-Denis-Gare, dans la banlieue nord.

Mais pour les travailleurs qui habitent la banlieue sud ou le sud de Paris, cela pose des problèmes. Cela pose aussi des problèmes à la direction, d'ailleurs ; elle voudrait bien que cela se fasse sans accrocs, et pour cela elle a organisé une « consultation » (huit jours après avoir annoncé en réunion de délégués du personnel qu'elle l'avait déjà faite !).

Mais enfin, apparemment, la direction avait l'intention de prendre le sort des travailleurs en considération et, comme dit le proverbe, il n'y a que l'intention qui compte...

Et pour l'occasion, les « deux agents de secteurs » (chefs de département) ont fait une descente au « 101 Félix-Faure ». Pendant trois jours, les ouvriers ont été appelés un par un dans le bureau de « Nounours », le chef d'atelier, pour discuter de leur cas, devant les deux fins psychologues. C'est d'ailleurs bien comme cela qu'il faut les nommer en voyant comment ils ont mené leur consultation.

Jugeons-en :

— Vous habitez bien la banlieue sud, à X ? Bon, alors vous avez trente-deux minutes de métro pour aller de Denfert-Rochereau à Saint-Denis !

— **???** (C'est la réaction du travailleur, qui sait, lui, qu'il faut au moins une heure pour faire le trajet, et surtout aux heures de pointe.)

— Oui, oui, j'ai compté !

— Ah ! mais j'ai l'autobus à prendre avant.

— C'est vrai... Vous nous posez un problème, là. Cela vous fera un peu loin. On a bien une place à Levallois (autre usine Citroën)...

— C'est aussi loin !

— C'est vrai. Je ne vois alors que deux solutions. Vous cherchez un logement ailleurs... ou alors vous devez nous quitter.

— Je viens juste d'emménager, il y a quatre mois ; quant à partir, il n'en est pas question !

— Mais on ne vous pousse pas ! Enfin, réfléchissez-y !

A un autre :

— Vous habitez Argenteuil ! Hum !... Pour vous, vous n'aurez aucun problème de transport. Quand il fera beau, vous pourrez même venir à pied. Vous, au moins, vous êtes un veinard !

A un troisième :

— Vous habitez en banlieue sud ? Ah, mais vous, vous avez le train à la porte de chez vous ! Cela fera un petit peu plus loin.

— Un peu ?

— Oh oui, j'ai compté ; cela ne vous fera lever qu'une demi-heure plus tôt ! Ce n'est pas grand-chose, allez...

Voilà comment la direction s'est montrée soucieuse du sort des travailleurs. Pour elle, il était déjà réglé depuis longtemps. Cette « consultation » n'a été qu'un moyen pour « persuader » les travailleurs que la seule solution c'est d'aller à Saint-Denis ou alors... de prendre la porte. C'est bien dans ses habitudes !

Correspondant L.O.

LA C.F.T. A TROUVÉ SON THÉORICIEN

Les commandos CFT à la porte de Citroën : des intellectuels ?
(Ph. L.O.)

DEPUIS quelques années, le syndicat CFT tente de se faire reconnaître à l'échelle nationale par le patronat et par l'Etat. La plupart de ses dirigeants, sans doute plus préoccupés par l'organisation matérielle des commandos de matraqueurs chez Simca et chez Citroën, ne sont pas des philosophes, loin de là. Il manquait donc un intellectuel aux côtés de Simakis (secrétaire général).

Cette lacune est maintenant comblée, car F. Deloffre, professeur à la Sorbonne bien connu des étudiants pour ses propos fascistes, est devenu le théoricien de la CFT.

Dans un article publié dans L'Indépendance Syndicale *(juillet-août 1972), le journal de la CFT, sous le titre* « Face à la révolution culturelle, militer, pourquoi ? Comment ? »*, il s'est en effet lancé dans une analyse savoureuse de la situation sociale.*

Pour Deloffre, si tout va mal en France, les premiers responsables en sont bien entendu les syndicats « marxistes » (lisez la CGT et la CFDT) et les gauchistes, qui œuvrent dans un même sens : la « désintégration de la société ». *A l'aide de citations du grand philosophe bien connu Jean Dutourd, il développe tout d'abord ce premier point qui, pour le fond, ne se distingue guère des élucubrations habituelles de la CFT : c'est de l'anti-syndicalisme et de l'anti-communisme des plus plats.*

Mais ce n'est pas tout, car, selon Deloffre, les responsables du chaos vers lequel s'achemine la France ne sont pas à chercher dans les seuls rangs des « marxistes ». *Bon nombre de... patrons contribuent au* « suicide collectif ».

Ils sont trop mous ! Toutes les usines ne sont pas encore Citroën ou Simca et tous les patrons n'ont pas encore organisé leurs gardes-chiourmes en commandos de matraqueurs CFT. C'est ce que déplore Deloffre.

Beaucoup trop de patrons, selon lui, face aux revendications « mythiques » *des travailleurs et aux mouvements de grèves, cèdent à* « la grande tentation : la collaboration ou du moins, la coexistence pacifique » *avec les syndicats ! Méprisant, il ajoute* « c'est la solution de facilité : il est tellement commode de se boucher les yeux sur les dangers à long et à moyen terme d'une telle politique, et d'accorder, pour gagner du temps, pour éviter un conflit, pour tenter de se concilier le syndicat, de lui céder tel avantage injustifié et finalement désastreux ».

Et Deloffre se lamente devant ce manque évident de sentiment de classe de la part des patrons. Car certains d'entre eux « pris de panique » *vont même jusqu'à* « sacrifier n'importe qui, y compris ses meilleurs collaborateurs *(lisez les purs des purs ou les durs des durs de la CFT).* L'épine dorsale de l'entreprise est ainsi brisée ».

Quant aux militants CFT, à cette avant-garde patronale de choc que Deloffre veut construire, « se sentant trahis », « écœurés », « abandonnés par ceux-là même qui devraient les protéger, déconsidérés aux yeux de la masse par les épithètes flétrissants — « jaunes, fascistes, collaborateurs de classes... » — ils en viennent, s'ils sont isolés, à douter d'eux-mêmes ».

Heureusement Deloffre est là pour leur redonner courage et les rappeler à leurs devoirs : l'avant-garde patronale ne fléchira pas ! La CFT sera « la mauvaise conscience des patrons suicidaires qu'elle empêche par sa seule présence de collaborer en toute tranquillité d'esprit à la ruine générale ! »

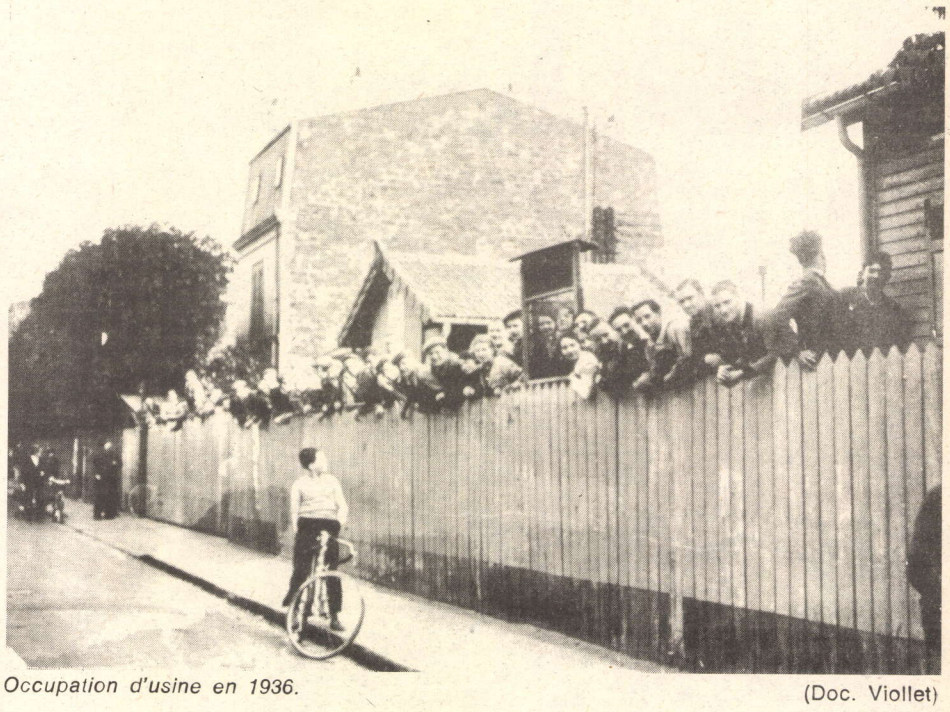
Que l'auteur de telles élucubrations doit un digne professeur de Sorbonne a de quoi faire rêver sur l'enseignement qu'il peut dispenser du haut de sa chaire. Mais il est vrai que ce Monsieur ne dédaigne pas non plus descendre dans l'arène où il s'était d'ailleurs distingué il y a quelques années, en tentant de clore à coups de dents une « discussion » avec un étudiant. De telles dispositions lui préparent sans nul doute un bel avenir à la CFT.

livres

Jacques Delperrié de Bayac

Histoire du Front Populaire

« Plutôt Hitler que le Front Populaire », *tel était le slogan préféré de la droite française.*



Occupation d'usine en 1936. (Doc. Viollet)

CET ouvrage se veut « le plus complet qui ait été consacré à l'histoire du Front Populaire ». **Il faut entendre par là qu'il essaie de faire, honnêtement, le bilan de cette période du point de vue de la bourgeoisie, tout en admettant qu'une révolution prolétarienne en 1936 pouvait être une hypothèse qui n'avait rien d'absurde.**

L'auteur est donc un bourgeois et même un homme de droite. Mais il critique férocement la droite française pendant cette période. Cette droite avait une telle haine viscérale de la classe ouvrière et de tous les hommes qui lui semblaient la représenter qu'elle en arrivait à une attitude parfaitement stupide. L'auteur ridiculise la thèse de cette droite qui va jusqu'à présenter, sans rire, la vague de grèves de 1936 comme un « complot communiste ». **Il montre clairement que le P.C., comme les dirigeants du Front Populaire, n'a fait que tenter de modérer les ouvriers. Il se moque du** Temps, **grand journal « sérieux » de l'époque, qui voit dans les radicaux des « dupes » d'un complot qui ne viserait qu'à instaurer la dictature du prolétariat tant était grande sa peur panique de la Révolution. Il cite des phrases grotesques d'hommes qui passent pourtant pour « modérés » et « de bon sens » tel Emile Roche n'hésitant pas à proclamer :** « Le Front Populaire n'a été pour les communistes qu'un moyen d'installer les Soviets en France ». **Il rappelle que dans sa peur la droite n'a pas reculé devant la campagne raciste contre le métèque** « Blum-Karfunkelstein ».

Mais, bien entendu, Delperrié de Bayac critique cette droite avant tout d'un point de vue « national » : par sa haine bornée de la classe ouvrière elle a fini par se rendre incapable de lutter contre l'Allemagne. Plutôt Hitler que le Front Populaire, tel était son slogan préféré. On sent la sympathie de l'auteur pour un homme tel que Paul Reynaud qui reconnaissait, lui, que seule la gauche avait la confiance de la classe ouvrière et qui n'aurait pas été bien loin d'accepter le « Front français » préconisé par Thorez dès 1936, unissant tous les « bons Français » sans distinction de classe, pour lutter contre les Allemands. Il juge donc sévèrement aussi bien l'état-major français — que son aveuglement de classe pousse à sous-estimer la force militaire de l'U.R.S.S. et surestimer celle de la Pologne — que les pacifistes qui viennent « au secours de Hitler ».

C'est de ce même point de vue « national » que Delperrié de Bayac critique aussi bien Daladier lorsqu'il proclame « Rassurez-vous » **à ceux qu'inquiète un armement français complètement dépassé, que le colonel de la Roque à qui il ne reproche pas d'être fasciste mais défaitiste.**

Par contre, l'auteur, dans la tâche de lutte contre l'Allemagne, reconnaît certains mérites aux dirigeants du Front Populaire, et en particulier à Blum, tout en leur reprochant d'avoir eu une politique trop molle et hésitante : n'est-ce pas Blum, nous dit-il, qui a commencé le réarmement de la France ? Il admet aussi que si l'on voulait avoir une chance de faire participer la classe ouvrière à l'effort de guerre, il fallait lui faire des concessions. Toutefois, les quarante heures lui paraissent une mesure dangereuse. Blum semblait d'ailleurs à peu près du même avis, lui qui déclarait : « Le jour où il serait établi que le mode d'application des quarante heures ne répond pas aux nécessités particulières de certaines catégories de production, je ne doute pas que les corrections convenables pourront y être apportées en plein accord avec les organisations ouvrières ». **L'auteur félicite également le P.C. pour son « sérieux » et son « ouverture d'esprit », en particulier lorsqu'il préconise une politique nataliste et il le lave de nombreuses accusations courantes dans les milieux de droite.**

Cet ouvrage défend donc un point de vue radicalement opposé au nôtre : celui qui consiste à regretter que la bourgeoisie de l'époque n'ait pas su enchaîner sa classe ouvrière à la guerre et à sa préparation. Mais ses 500 pages se lisent sans effort et il est d'un grand intérêt, en particulier, par ses innombrables citations qui en font une sorte d'anthologie de la bêtise bourgeoise. J. HAINAUT.

« Histoire du Front Populaire », Jacques Delperrié de Bayac - Ed. Fayard - 540 pages - 35 F.

LA GUEUSE de J.P. Chabrol

LA Gueuse », c'est le nom que donnait l'extrême-droite à la République en 1934. Cela nous situe tout de suite ce roman. C'est, en effet, pendant cette année agitée que nous allons suivre les natifs de Clerguemont, village des Cévennes, adultes et enfants, à la mine, à l'école, dans leurs amours, à Paris.

Les sympathies de l'auteur vont à gauche. Ses héros, mineurs socialistes et communistes, écrivain parisien de gauche, compositeur hongrois anti-fasciste se situent tous de ce côté de la barrière.

Tout cela pourrait faire un bon livre. Or, il déçoit. Bien sûr, il y a quelques morceaux de bravoure, telle la journée du 6 février, d'autres passages où l'on finit par s'attacher aux personnages, surtout si l'on a lu « Les Rebelles », *le roman qui précède chronologiquement celui-ci. Mais sans grande conviction. Car ils sont si entiers, ont le cœur si pur, les actions si spontanées, qu'ils en deviennent un peu irréels. Et il ne suffit malheureusement pas de parler du fascisme en Allemagne, de l'affaire Stavisky, du 6 février 1934, ni même de décrire les meubles de cuisine de l'époque, pour faire revivre celle-ci.*

« La Gueuse », de Jean-Pierre Chabrol - Le Livre de poche - 6 F.

EN REEDITION :

de Vassilis Vassilikos

TOUS ceux qui ont apprécié le film « Z », de Costa Gavras, apprécieront la réédition, dans la collection « folio » (Gallimard), du roman de Vassilis Vassilikos dont a été tiré le film.

Publié en 1966 à Athènes, en un temps où il était encore possible d'éditer, en Grèce, un tel roman, le livre de Vassilikos s'appuie sur une réalité solide : les minutes du procès de l'assassinat du député Lambrakis, à Salonique, en mai 1963. Et si, en romancier, il laisse libre cours à l'imagination pour planter les personnages, pour rendre leur personnalité et leurs réactions, cela n'en rend les faits que plus véridiques. Des policiers, des officiers de gendarmerie, en collaboration étroite avec des hommes de main d'extrême-droite, organisent tranquillement l'assassinat d'un député de gauche. N'ont-ils pas tous les droits, n'ont-ils pas toutes les raisons de se penser couverts ? Lorsqu'on assassine un « communiste » au nom de la « Grèce éternelle », n'est-ce pas, au contraire d'un crime, une mesure de salubrité publique ? Un grain de sable, malheureusement, fait grincer les rouages de la machination policière ; celle-ci éclate au grand jour, par la faute d'un juge d'instruction et d'un journaliste qui, faute d'expérience, n'ont pas encore tout à fait compris que leur rôle est, non de faire la lumière, mais de jeter un voile sur les « affaires » gênantes pour le pouvoir.

La vérité se fait jour. L'indignation populaire éclate. Les murs grecs se couvrent de « Z » (« il vit »). Ils proclament que ceux que le pouvoir assassine vivent encore dans le cerveau des vivants, mais comment ne pas sentir sur cet épilogue l'ombre sinistre du régime des colonels ? Les assassins obtus que décrit le livre règnent aujourd'hui sur la Grèce. Les camps de concentration suppléent efficacement à l'artisanat de l'assassinat politique. Les colonels, aujourd'hui, travaillent en grand contre tout ce qui, en Grèce, a le courage de penser. Dans leur machine à opprimer, il n'y a plus de grain de sable ; les journalistes et les juges d'instruction ne peuvent plus faire la moindre bêtise. Et, dans le roman de Vassilikos, face à cette ombre sinistre, les discours pacifistes du député assassiné apparaissent comme dérisoires.

« Il vit » ? Sans doute, mais les illusions pacifistes doivent être enterrées.

André FRYS.

« Z », de Vassilis Vassilikos - Ed. Gallimard (Folio) - 6 F.

Soudain, Nicolas Lefranc proposa un ordinateur IBM 3...

EXTRAIT DU "MONDE" PARU LE 29-2-72

Les grandes sociétés ont parlé à nos ingénieurs. Ils nous ont dit ce qu'ils attendaient d'un ordinateur. Nous avons écouté. Et nous avons conçu l'IBM 3.

Ce n'est pas un ordinateur pour dire "Voyons, vous n'y pensez pas". C'est un ordinateur pour gérer, au sein d'une entreprise, un service, une usine, un hôpital, une banque, une compagnie d'assurances, etc., avec des performances et une souplesse d'utilisation jusqu'ici inégalées.

Ce sont des ordinateurs de type 360 ou 370 qu'il existe des versions de l'IBM 3 qui accepte des configurations plus puissantes, pèse jusqu'à 4,5 tonnes et occupe jusqu'à 30 m² au sol.

Ce sont des ordinateurs de base et s'attaquent à un domaine jusqu'ici réservé aux gros ordinateurs.

Ce sont des ordinateurs qui, grâce à leurs unités de disques magnétiques, ainsi que leur lecteur de documents et leurs imprimantes, ainsi que leur transmission pour la saisie des données, l'interrogation des fichiers à distance, etc., font de l'ordinateur IBM 3 accepte désormais aussi bien le GAP que des langages plus sophistiqués tels que le COBOL, le FORTRAN ou le BASIC, ce qui augmente considérablement ses possibilités d'utilisation et de traitement aux sièges ou à distance.

Enfin, tous les systèmes IBM 3 sont, bien sûr, compatibles entre eux et le sont également avec les séries supérieures 360 et 370.

Pour en savoir plus long sur les systèmes IBM 3, renvoyez-nous le coupon-réponse ci-joint ou téléphonez à l'agence IBM la plus proche de votre société.

* Prix de vente à partir de 58000 francs T.T.C.

Bon pour recevoir une documentation gratuite sur l'ordinateur IBM 3.
A retourner à IBM, service 004, 168, rue de Rivoli - Paris-1er

Nom .....
Société .....
Adresse .....

M 6

Soudain, un conseiller municipal proposa un ordinateur IBM 3...

EXTRAIT DE "L'HUMANITÉ" PARU LE 29/9/72

Les nouvelles équipes municipales, qui s'affichent à moderniser leur gestion communale, ont parfois des idées toutes faites sur les petits ordinateurs.

C'est ainsi qu'on parle, au cours d'une réunion du Conseil Municipal, il se trouve souvent quelqu'un pour dire "Voyons, vous n'y pensez pas" c'est à ne pas y penser. Car une commune doit être représentée comme représentant de l'Etat, prévoir et contrôler son aménagement et son environnement, gérer son patrimoine, doit trouver des solutions aux problèmes posés par le recrutement du personnel, l'augmentation des heures de travail, la création de résidences pour les personnes âgées, l'information du public sur les services rendus à ses administrés.

Aujourd'hui, dans les grandes villes, l'informatique a permis d'automatiser les tâches administratives, de procéder à des analyses conjoncturelles, de créer un outil d'aide à la décision, d'instaurer un esprit d'équipe et de faciliter le travail par objectifs.

Aujourd'hui, avec l'ordinateur IBM 3 modèle 6, l'informatique est accessible aux communes de 10000 habitants. En effet, il occupe 2 m² au sol et se loue à partir de 1503 francs par mois T.T.C.* De plus, son langage de programmation, le GAP, est facile à apprendre et ne demande aucune connaissance particulière, car proche du langage humain. Enfin, son installation n'exige pas de climatisation.

Pour en savoir plus long sur l'ordinateur IBM 3 modèle 6, renvoyez-nous le coupon-réponse ci-joint ou téléphonez à l'agence IBM la plus proche.

* Prix de vente à partir de 264 400 francs T.T.C.

L'IBM 3 modèle 6,
l'ordinateur des villes de 10000 habitants et plus.

Bon pour recevoir une documentation gratuite sur l'ordinateur IBM 3.
A retourner à IBM, service 004, 168, rue de Rivoli - Paris-1er

Nom .....
Société .....
Adresse .....

M 1

IBM

Un membre du comité de rédaction de Lutte Ouvrière
Soudain, un ~~conseiller municipal~~ proposa un ordinateur IBM 3...

LA PUBLICITÉ QUE NOUS AVONS PROPOSÉE À I.B.M. ET QUE IBM A REFUSÉE

Les nouvelles équipes municipales, qui s'affichent à moderniser leur gestion communale, ont parfois des idées toutes faites sur les petits ordinateurs.

C'est ainsi qu'on parle, au cours d'une réunion du Conseil Municipal, il se trouve souvent quelqu'un pour dire "Voyons, vous n'y pensez pas" c'est à ne pas y penser. Car une commune doit être représentée comme représentant de l'Etat, prévoir et contrôler son aménagement et son environnement, gérer son patrimoine, doit trouver des solutions aux problèmes posés par le recrutement du personnel, l'augmentation des heures de travail, la création de résidences pour les personnes âgées, l'information du public sur les services rendus à ses administrés.

Aujourd'hui, dans les grandes villes, l'informatique a permis d'automatiser les tâches administratives, de procéder à des analyses conjoncturelles, de créer un outil d'aide à la décision, d'instaurer un esprit d'équipe et de faciliter le travail par objectifs.

Aujourd'hui, avec l'ordinateur IBM 3 modèle 6, l'informatique est accessible aux communes de 10000 habitants. En effet, il occupe 2 m² au sol et se loue à partir de 1503 francs par mois T.T.C.* De plus, son langage de programmation, le GAP, est facile à apprendre et ne demande aucune connaissance particulière, car proche du langage humain. Enfin, son installation n'exige pas de climatisation.

Pour en savoir plus long sur l'ordinateur IBM 3 modèle 6, renvoyez-nous le coupon-réponse ci-joint ou téléphonez à l'agence IBM la plus proche.

* Prix de vente à partir de 264 400 francs T.T.C.

L'IBM 3 modèle 6,
l'ordinateur des villes de 10000 habitants et plus.

Bon pour recevoir une documentation gratuite sur l'ordinateur IBM 3.
A retourner à IBM, service 004, 168, rue de Rivoli - Paris-1er

Nom .....
Société .....
Adresse .....

M 1

IBM

Technique • MECMAN

Publication pour la mécanisation pneumatique et hydraulique

2
1967

Le Département électronique de SAAB à Jönköping a construit, en coopération avec les autorités de l'Armée Suédoise, des cibles télécommandées afin de donner plus de réalisme à l'entraînement militaire.

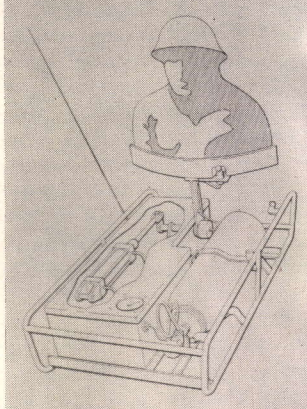
Les nouvelles cibles comprennent des soldats et des tanks, et sont commandées par signaux émis à l'aide d'un émetteur transporté par l'instructeur lui-même.

Les cibles sont montées et descendues au moyen de vérins pneumatiques, l'ordre de l'attaque est donné par l'instructeur, dont les signaux radio créent « l'ennemi », celui-ci étant dissimulé à la vue auparavant.

Lorsque les soldats tirent sur les cibles et les touchent, un signal électrique est émis et un vérin pneumatique fait descendre instantanément la cible touchée. Si la cible représente un tank, le résultat du tir est à la fois visible et audible. Dans ce cas, en effet, un système électrique déclenche un dispositif produisant le son et la fumée.

« L'ennemi mobile » a donné aux soldats un accroissement d'intérêt à leur entraînement, et du fait qu'aucun marqueur n'est nécessaire, le risque d'accident est réduit. Les autorités de la Défense Suédoise estiment d'autre part que l'économie due à l'utilisation de ces appareils s'élève à des millions de couronnes par an.

Les cibles mobiles font de meilleurs soldats



TÉLÉVISION
SÉLECTION DE LA SEMAINE

JEUDI 5 OCTOBRE

19 h 30 (2e chaîne)

« Le quart d'heure des partis politiques ».

Cette émission qui doit faire la preuve du libéralisme d'Arthur Conte est réservée aux partis politiques disposant de trente élus, députés ou sénateurs. L'ordre de passage devant être tiré au sort, nous ne savons pas encore qui passera ce jeudi.

DIMANCHE 8 OCTOBRE

20 h 40 (1re chaîne)

Film :

« Le diabolique Docteur Mabuse », *de Fritz Lang.*

22 h 25 (2e chaîne)

CINE-CLUB *présente :*

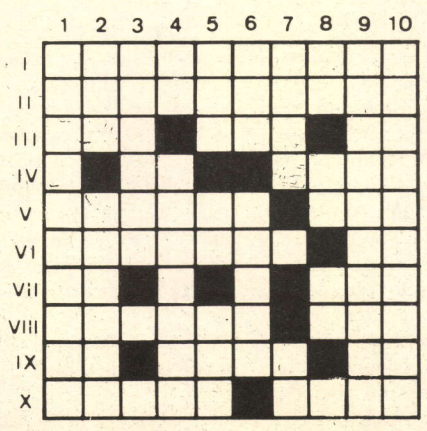
« Une histoire immortelle », *un film d'Orson Welles.*

LUNDI 9 OCTOBRE

22 h 20 (2e chaîne)

Alain Decaux raconte :

« L'affaire Victor Noir ».



HORIZONTALEMENT. — I. On peut s'appuyer sur eux sans problèmes pour écrire. — II. Jouer du plumeau. — III. On s'y blottit - Oblige à répéter encore une fois - Pronom. — IV. Un peu rebelle - Pétille en Italie. — V. Ensemble de valeurs - Traite certaines peaux. —VI. Légionnaire reconverti - Note. — VI.. Sur une lettre - Colère dépassée. — VIII. Inventait beaucoup à l'envers - Département. — IX. Pronom - Huilé - Symbole chimique. — X. Sous les ponts de Paris - Sont, paraît-il, toujours beaux.

VERTICALEMENT. — 1. Même quand ils sont bons, n'excusent pas tout. — 2. Sur la tête - Dans une formule de politesse. — 3. Elles ne figurent pas en clair. — 4. Filet - Souvent difficile à prendre. — 5. Orient - Grecque renversée - Le vin y pétille. — 6. Doublée, endort - Au sud de l'Espagne. — 7. Changea l'air - Deux voyelles. — 8. A la fin de la nuit - Au début d'un stage - Romains. — 9. Se distingue parfois par ses étoiles. — 10. Fatigueras.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	O	R	■	A	L	B	A	N	■
II	■	E	P	R	E	U	V	E	S
III	A	■	I	R	I	S	E	■	I
IV	J	U	G	E	M	E	N	T	S
V	O	S	E	S	■	■	I	R	E
VI	U	■	O	T	■	A	R	E	S
VII	R	E	N	A	R	D	■	V	■
VIII	N	E	S	T	O	R	I	E	N
IX	A	N	■	I	■	I	N	■	I
X	I	N	N	O	C	E	N	C	E
XI	T	I	E	N	■	N	O	E	L

Le droit d'aimer

Eric le Hung

« Le droit d'aimer », **c'est un homme et une femme, en Grèce, celle des colonels (on ne nous le dit pas, mais tout le suggère).**

Lui (Omar Sharif) est un militant politique arrêté et jeté dans un camp de concentration sur une île.

Elle (Florinda Bolkan) ne s'occupe pas de politique, pas plus avant le coup d'Etat qu'après. Elle est étudiante en médecine, puis travaille dans une pharmarcie.

Tous deux s'aiment, mais pour elle il n'y a que lui, et son amour pour lui qui comptent. Quand il est arrêté, la vie de cette femme n'a plus qu'un seul but : le revoir. Et elle poursuit ce but unique, inlassablement dans le monde kafkaïen où sont placés les amis et la famille des prisonniers politiques : filatures constantes, formalités décourageantes, etc. Son temps se partage exactement entre son travail, les formalités et la couverture qu'elle tisse pour lui, alors que sans cesse l'assaillent, par touches chargées d'émotion, les souvenirs du temps où ils étaient heureux ensemble.

Lui, pendant ce temps, purge sa peine dans un camp de concentration qui ressemble à tous les autres quelle que soit la latitude : privations, brutalités, vexations, avilissement, travaux dérisoires et exténuants, gardiens sadiques et commandant du camp en mal — c'est effectivement morbide — d'expérience concentrationnaire (de l'autre côté des barbelés, bien entendu !).

Le sujet est émouvant, les acteurs sont bons, la mise en scène est visiblement léchée. Bref, tout semblerait concourir à faire de ce film un bon film et un film émouvant.

Et pourtant le spectateur reste de glace ou presque. C'est que les personnages manquent de chair et de vie au point d'en être réduits à des abstractions. Le pays ? C'est la Grèce, mais il faut le deviner, à l'aide d'un paysage, au nom d'un bateau ou plus simplement des souvenirs immédiats du spectateur.

L'appartenance politique du prisonnier ? Encore plus obscure : il voulait passer à l'insurrection avant les élections, c'est tout ce que l'on nous apprend. Mais qui dans la gauche officielle le voulait donc en Grèce ?

Bien sûr, le propos de Eric Le Hung est évident. De cette histoire d'amour douloureuse dans une Grèce sous la botte de la racaille militaire, il a voulu faire un symbole de l'amour plus fort que tous les obstacles, de sa puissance, de son invincibilité, que sais-je encore ?

Mais justement, son histoire, à force de se vouloir symbolique, a perdu toute vie et ses personnages toute chair. Ils sont devenus symboles abstraits, y compris le commandant du camp lui-même, faux intellectuel tourmenté, qui semble vouloir singer quelques responsables de Dachau ou Buchenwald, tels que nous les a peints maintes fois une bien souvent mauvaise littérature.

Ajoutons à cela que la mise en scène souligne cet aspect par un partipris de lenteur et une recherche systématique du plan esthétique. Or il devient gênant, très gênant même, de faire de l'esthétisme à propos de camps de concentration.

On devrait être bouleversé. On sort déçu et un peu irrité.

C.C.

Le trèfle à cinq feuilles

Edmond Frees

DANS un très cossu pavillon vit un couple d'originaux de 50 ans et trois épaves qu'ils ont recueillies pour les laisser vivre leurs lubies en liberté : un officier poivrot qui se croit encore dans la coloniale, un homme de cirque qui ne peut plus quitter son rôle de vampire et une douce illuminée qui se prend pour une fée. Cette maison remplie d'une collection de carioles et de corbillards se veut le refuge de la poésie et de la fantaisie : une fantaisie qui se répète trop et lasse vite.

Heureusement, Alfred (c'est le maître des lieux) a dû vendre sa maison en viager à des petits-bourgeois grippe-sous qui viennent eux aussi y loger, ce qui permet de faire rire la salle en se payant leur tête. Mais là aussi l'humour est un peu lourd, et même parfois déplaisant.

Et puis Alfred est un peu philosophe sur les bords : il a recueilli ses amis comme des **« espèces en voie de disparition »**, ces espèces poétiques du bon vieux temps de la coloniale et des voitures à chevaux. On se serait laissé bercer et amuser plus facilement par ce film, on lui aurait pardonné plus volontiers ses lourdeurs s'il avait été tout à fait sans prétention.

O. BELIN.

Elle cause plus... elle flingue

Michel Audiard

DISONS le tout de suite, ceux que la réputation d'Audiard, en tant que dialoguiste, pousserait à aller voir ce film seront déçus.

Contrairement aux promesses du titre et pour notre grand malheur, elle cause, elle cause, et c'est bien tout ce qu'elle sait faire. Quant à flinguer, c'est au risque de tuer le spectateur d'ennui.

Pourtant, le thème en est loufoque et aurait pu faire rire. Dans un bidonville, un ramassis de petits truands dirigés par une femme (très intime avec une police plus bête que nature, si c'est possible) enlève des individus, les fait débiter par une machine, puis vend les déchets. Comme une des sources de revenus les plus profitables est assurée par le clergé qui se procure ainsi des reliques de saints à bon compte, l'idée vient vite à la petite troupe de rechercher un corps susceptible d'être présenté comme étant celui du Christ. Un hippy qui lui ressemble fort semblerait faire l'affaire... s'il ne finissait par s'avérer être ni plus ni moins que le véritable Christ...

On le voit, avec un tel thème, tout était possible. Et c'est hélas le pire qu'on puisse imaginer. Le film est bêtement commercial, les plaisanteries éculées, du plus mauvais goût et témoignent d'un mépris total des gens en général et des spectateurs en particulier.

Et pour tout arranger, le Christ en question convertit tout le monde... A se flinguer !

A.M.

LA FIN DE LA GRÈVE DANS LES FOYERS DE JEUNES TRAVAILLEURS

LA grève des jeunes travailleurs des foyers ALJT est terminée. Lundi soir, les assemblées générales dans les foyers de Clichy, Gagny, Epinay, Saint-Gratien ont décidé la reprise : en octobre, on paiera l'augmentation.

La direction a gagné sur ce point, mais les résidents gardent le front haut. Pendant près de trois mois, eux, jeunes travailleurs arrivant à peine de province, ont désormais démontré qu'ils n'étaient pas prêts à se laisser imposer n'importe quoi.

Les jeunes travailleurs ont acquis l'expérience d'une lutte. Plus d'un croyait, en votant la grève et l'occupation début juillet, que cela irait tout seul, qu'il suffirait de le dire pour le faire ; tous ont fait l'expérience des difficultés pour organiser une grève. Pour que l'occupation marche, il faut l'organiser : il faut former des équipes pour le nettoyage, la garde, la cuisine, toutes tâches peu enthousiasmantes et pourtant vitales pour la poursuite de la grève. La grève, elle-même, c'est difficile : il faut se battre de bout en bout contre les manœuvres de la direction — convocation devant le tribunal, envoi de la police — mais il faut se battre aussi pour convaincre les résidents de tous participer à la lutte, pour intéresser la population par des interventions sur les marchés, dans les gares, en organisant des galas de solidarité.

Cela n'a pas été sans tâtonnements. Ainsi, au mois de juillet, le Comité Central de Grève éprouva de sérieuses difficultés à mener de front les négociations, que l'ALJT faisait durer à plaisir, et l'organisation pratique de la grève ; les grévistes les plus actifs s'attelaient tous à la tâche la plus urgente du moment : les négociations un jour, le lendemain la coordination de tous les foyers, etc., perdant de vue l'organisation des tâches permanentes et indispensables de la garde, de la cuisine...

Les obstacles se firent plus importants en septembre. Le mois d'août, l'intransigeance de la direction, la fatigue de deux mois de grève, empêchèrent que se fasse une remobilisation des résidents. Mais il restait cependant un noyau dur, décidé à jouer toutes les cartes avant d'arrêter la grève. C'est ainsi que le Comité Central de Grève tenta au matin du 20 septembre de séquestrer les directeurs. L'opération échoua rapidement, les flics venant « délivrer » ces messieurs. Et le soir même, les résidents qui étaient accourus pour renforcer l'action du Comité Central de Grève, décidaient d'occuper le foyer de filles de la Santé, proche du lieu de la séquestration. Beaucoup savaient que cette occupation ne pouvait résoudre aucune problème, et pouvait provoquer une coupure avec ceux des grévistes qui refusaient cette action. Mais, malgré tout, ils voulaient montrer à la direction que ni elle, ni ses flics, ne nous impressionnaient.

Et quand les flics arrivèrent, matraques au poing, ils furent accueillis par cinquante jeunes travailleurs au coude à coude, chantant leurs chants de lutte. Tout le monde se fit embarquer et, dans le car de police, ce ne furent que chants et slogans à l'adresse des passants qui, parfois, nous répondaient en levant le poing. Au poste, les résidents, loin de se démoraliser, scandaient :

« Aranda... l'a révélé..., Marcellin est un drogué »,
ou :
« CRS... ton fils... est p't-être dans un foyer »,
« CRS... ton fils... tu l'a p't-être matraqués ».

(Ph. L.O.)

Malgré tous ces obstacles et les dissensions qui en résultèrent parmi les grévistes, ceux-ci sont restés unis ; et cela permettra de rentrer bien soudés face à l'ALJT.

Cela est en effet nécessaire, car si la grève a échoué, des avantages certains ont été conquis, et il faudra les conserver. Tout d'abord, l'augmentation a été repoussée de plusieurs mois, du moins pour les grévistes. Et l'augmentation prévue — depuis six mois — pour octobre n'aura sans doute pas lieu. Le droit de visite 24 heures sur 24, les résidents des foyers occupés l'ont pris, et bien fort sera celui qui le leur enlèvera. Le droit d'expression politique et syndicale a aussi été imposé dans les faits dans les foyers en grève, et a été accepté pour tous les foyers par la direction, du moins sur le papier. En un mot, une nouvelle atmosphère a été créée par le combat des jeunes travailleurs. Dans cette nouvelle ambiance, les résidents mettront en pratique leur expérience. Par les réunions politiques qui ont désormais droit de cité, grâce à la liberté d'affichage, ils attireront à la lutte d'autres jeunes travailleurs. Tous ensemble, ils s'organiseront en s'inspirant des acquis de trois mois de grève et présenteront ainsi face à l'ALJT une force structurée qui saura faire respecter ses droits.

Car bien sûr, la direction tentera de tout remettre en question, et on peut prévoir aussi qu'elle cherchera à expulser les résidents les plus combatifs. Mais, justement, pendant trois mois, les résidents ont compris qu'ils pouvaient lutter, et devaient s'organiser, et ils ont créé un climat de liberté propice pour cela. Et gageons que cela, l'ALJT le mettra dans la balance avant de lancer un mauvais coup.

Ainsi même si l'augmentation de 40 F est passée, les résidents ALJT peuvent garder le front haut car, grâce à leur combat, quelque chose a changé dans les foyers de jeunes travailleurs.

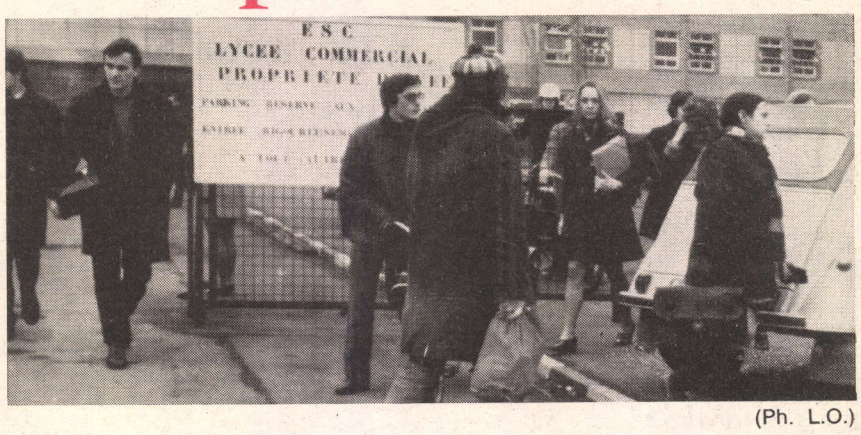
Correspondant L.O.

Grève dans l'enseignement technique

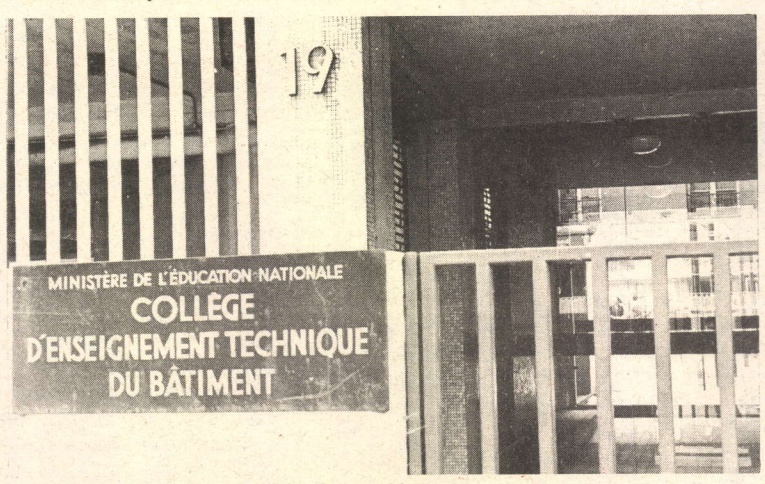
Le gouvernement ne tient pas ses promesses

DEUX semaines après la rentrée, l'enseignement technique s'est mis en grève. Les plus basses calomnies ont été une fois de plus déversées à la TV contre cette grève d'enseignants. On a ressorti pour l'occasion, l'Association des parents d'élèves « Armand » qui, selon son habitude, a contesté aux enseignants leur droit de faire la grève, « eux qui n'auraient pas de patron mais que des élèves ». **Quant au ministre Fontanet, il a déclaré que les syndicats enseignants venaient de refuser une augmentation de 300 F qu'il était prêt à leur accorder. Comprenne qui pourra. Et malheureusement ce ne sont pas les déclarations des dirigeants syndicaux qui ont pu éclaircir les choses, puisqu'ils n'ont pas présenté les vraies revendications des enseignants aux télespectateurs, susceptibles sans doute d'en être effrayés.**

Et pourtant, la vérité est accablante pour le gouvernement. En juin dernier, une grève prévue pour trois jours en période d'examen n'eut pas lieu car, la veille, le ministre Guichard avait accordé « 50 points d'augmentation au personnel en service dans les CET ». **Le personnel attend toujours, et Fontanet, le nouveau ministre de service, a décrété qu'il n'était pas question pour lui de les accorder. Les 300 F présentés à la TV ne sont que de vagues promesses... pour dans quatre ans !**



(Ph. L.O.)



Alors pour une fois, les quatre syndicats ont réussi à s'entendre et à organiser une grève de deux jours reconductible jusqu'à ce que les engagements ministériels soient tenus. Jeudi 28 et vendredi 29, la participation à cette grève a été importante surtout dans la région parisienne où le nombre de grévistes a atteint 90 à 95 %. Une manifestation, rue Solférino, a vu se rassembler plus d'un millier de personnes, mais la préfecture leur avait interdit de défiler. Dans de nombreuses assemblées locales de professeurs, c'est l'unanimité et la fermeté qui règnent, choses assez rares pourtant chez les enseignants.

En fait, dans certains établissements de Paris, en grève à 100 %, la combativité des professeurs va même plus loin. Et c'est l'attitude des directions syndicales, CGT principalement, qui est discutée. Pourquoi tel responsable CGT a-t-il déclaré publiquement qu'il était prêt à n'accepter que la moitié des 50 points ? Pourquoi aucune assurance n'était donnée que les 50 points concernaient aussi bien les auxiliaires que les titulaires ? Pourquoi les syndicats eux-mêmes ont-ils proposé au ministre une ventilation des 50 points moyens, très injuste, qui irait de quelque 50 F pour les débutants à 400 F pour les fins de carrière ?

Les questions sont nombreuses et dues surtout au fait que les auxiliaires, le quart des enseignants, se sentent aujourd'hui encore plus menacés par les déclarations de Fontanet.

Une épreuve de force, en tout cas semble engagée puisque dans beaucoup de CET les enseignants se préparent à poursuivre leur mouvement lundi matin. Il n'est pas dit que Fontanet joue encore longtemps au parjure.

Dominique LEGER.